

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan de genaamde Seixas, Fernando, geboren te Eeklo op 9 april 2017, wonende te Maldegem, om zijn naam in die van "Gonzalez Avila" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan de heer Abdel Fattah Ismail, Mohamed, geboren te Cascais (Portugal) op 6 februari 1995, wonende te Gent, om zijn naam in die van "Henriques da Silva" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan juffrouw Romagnoli, Olivia, geboren te Gent op 16 december 2016, er wonende, om haar naam in die van "Romagnoli da Silva" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan de heer Skhlucshkin, Andrej, geboren te Almaty (Kazachstan) op 16 februari 1991, wonende te Sint-Gillis-Waas, om zijn naam in die van "Bauer" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan de genaamde Garbero, Jack Orfeo, geboren te Antwerpen, district Wilrijk op 28 augustus 2007;

en de genaamde Garbero, Luca Paul, geboren te Antwerpen, district Wilrijk op 31 juli 2009, beiden wonende te Grimbergen, om hun naam in die van "Garbero Pianelli" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan mevrouw Martin, Karen Ann, geboren te Johannesburg (Zuid-Afrika) op 27 november 1959, wonende te Maaseik, om haar naam in die van "Falconer" te veranderen.

Bij koninklijk besluit van 23 juni 2022 is machtiging verleend aan juffrouw Al Said, Asil, geboren te Oudenaarde op 10 oktober 2016, er wonende, om haar naam in die van "Alsaïd" te veranderen.

Par arrêté royal du 23 juin 2022 le nommé Seixas, Fernando, né à Eeklo le 9 avril 2017, demeurant à Maldegem, est autorisé à substituer à son nom celui de "Gonzalez Avila".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 Monsieur Abdel Fattah Ismail, Mohamed, né à Cascais (Portugal) le 6 février 1995, demeurant à Gand, est autorisé à substituer à son nom celui de "Henriques da Silva".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 Mademoiselle Romagnoli, Olivia, née à Gand le 16 décembre 2016, y demeurant, est autorisée à substituer à son nom celui de "Romagnoli da Silva".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 Monsieur Skhlucshkin, Andrej, né à Almaty (Kazakhstan) le 16 février 1991, demeurant à Sint-Gillis-Waas, est autorisé à substituer à son nom celui de "Bauer".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 le nommé Garbero, Jack Orfeo, né à Anvers, district Wilrijk le 28 août 2007; et

le nommé Garbero, Luca Paul, né à Anvers, district Wilrijk le 31 juillet 2009, tous deux demeurant à Grimbergen, sont autorisés à substituer à leur nom celui de "Garbero Pianelli".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 Madame Martin, Karen Ann, née à Johannesburg (Afrique du Sud) le 27 novembre 1959, demeurant à Maaseik, est autorisée à substituer à son nom celui de "Falconer".

Par arrêté royal du 23 juin 2022 Mademoiselle Al Said, Asil, née à Audenarde le 10 octobre 2016, y demeurant, est autorisée à substituer à son nom celui de "Alsaïd".

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C — 2022/33180]

16 DECEMBRE 2021. — Convention environnementale relative à l'obligation de reprise des matelas usagés. — Erratum

La convention susmentionnée, publiée au *Moniteur belge* du 15 février 2022, à la page 12963, est remplacée par le texte qui suit :

5 JUILLET 2022. — Convention environnementale relative à l'obligation de reprise des matelas usagés

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 mai 2021 ;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur ;

Considérant qu'il convient de responsabiliser les secteurs à l'origine de la production des matelas et de favoriser le recyclage et la valorisation des matelas usagés en vue d'assurer un haut degré de protection de l'environnement ;

Considérant que les parties souhaitent optimaliser et améliorer la qualité, l'efficacité, la transparence de la collecte et du traitement des matelas usagés tout en veillant à assurer l'équité entre tous les acteurs ;

Considérant que les principes de prévention et de gestion doivent conduire à l'amélioration de la performance environnementale de tous les acteurs économiques concernés ;

Considérant qu'il convient de renforcer la sensibilisation et l'information de l'ensemble du secteur ;

Considérant le Plan wallon des Déchets-Ressources et plus précisément l'action 41 du cahier 2 qui stipule que dans l'objectif de « favoriser la réutilisation des biens par une obligation de résultats en matière de réutilisation dans le cadre législatif », il convient d'« imposer un objectif chiffré de réutilisation par flux de déchets, distinct de l'objectif de recyclage dans la législation » ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 susmentionné prévoit un objectif indicatif en matière de réutilisation ;

Les parties suivantes :

1° la Région wallonne,

représentée par M. Elio DI RUPO Ministre-Président du Gouvernement wallon, et par Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement,

ci-après dénommée la Région ;

2° les organisations représentatives suivantes :

- Fedustria A.S.B.L., Fédération belge de l'industrie textile, du bois et de l'ameublement, Allée Hof-ter-Vleest, 5/1 à 1070 Bruxelles, représentée par M. Filip De Jaeger, Directeur général adjoint ;

- Comeos A.S.B.L., Fédération belge du commerce et des services, Avenue Edmond Van Nieuwenhuyse 8 à 1160 Bruxelles, représentée par M. Dominique Michel, Administrateur délégué ;

- Navem A.S.B.L., Association Professionnelle des Négociants en Meubles, Allée Hof-ter-Vleest 5/1 à 1070 Bruxelles représentée par M. Reginald De Belie, Président

Ci-après dénommées les organisations ;

Conviennent ce qui suit :

CHAPITRE 1. — Dispositions générales

Section 1. — Objet de la convention

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'objet de la présente convention est de fixer les modalités d'exécution de l'obligation de reprise des matelas usagés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets.

§ 2. La convention a pour but de stimuler la prévention ainsi que d'améliorer la gestion et le recyclage des matelas usagés par la collecte sélective et le traitement adéquat des matelas usagés en tenant compte des contraintes sanitaires, organisationnelles, techniques, économiques et écologiques dans le contexte du développement durable.

§ 3. La convention a également pour objectif d'harmoniser autant que possible les modalités relatives à l'exécution de l'obligation de reprise entre les trois Régions.

§ 4. Les organisations désignent l'A.S.B.L. VALUMAT comme organisme de gestion en charge de l'obligation de reprise des matelas usagés.

Section 2. — Concepts et définitions

Art. 2. § 1^{er}. Les concepts et définitions, mentionnés dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion sont d'application pour cette convention et complétés par les définitions ci-dessous.

§ 2. Pour l'application de la présente convention, on entend par ailleurs par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, tel que modifié ;

2° arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets tel que modifié ;

3° obligataire de reprise : le producteur des matelas au sens de l'article 2, 20bis du décret ;

4° organisme de gestion : l'organisme ayant la forme d'une a.s.b.l., créé par les organisations conformément à l'article 22 de l'arrêté, ayant pour but d'atteindre les objectifs de la convention ;

5° VALUMAT : l'organisme de gestion, constitué le 26 juin 2017 par les organisations et dont les statuts ont été publiés en langue française au *Moniteur belge* du 7 juillet 2017 ;

6° Administration : l'administration au sens de l'article 2, 22°, du décret ;

7° membre : tout membre d'une des organisations signataires, ayant donné mandat à son organisation et qui, vu ses activités, est soumis à l'obligation de reprise des matelas usagés et confie l'exécution de son obligation de reprise à l'organisme de gestion ;

8° adhérent : tout producteur ou importateur de matelas qui a conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion et confie l'exécution de son obligation de reprise à celle-ci ;

9° COPIDEC : Conférence permanente des intercommunales wallonnes de gestion des déchets, constituée le 17 octobre 2013 par ses membres et dont les statuts ont été publiés en langue française au *Moniteur belge* du 8 novembre 2013 ;

10° RESSOURCES : Fédération des entreprises d'économie sociale ou solidaire actives dans la réduction des déchets par la récupération, la réutilisation et la valorisation des ressources, constituée le 2 février 1999 par ses membres et dont les statuts ont été publiés en langue française au *Moniteur belge* du 9 septembre 1999 ;

11° DENUO : Fédération belge des entreprises actives dans le traitement et le recyclage des déchets, constituée le 21 juin 1991 par ses membres et dont les statuts ont été publiés en langue française au *Moniteur belge* du 15 février 2021.

Section 3. — Champ d'application et principes généraux

Art. 3. § 1^{er}. La convention environnementale est conclue entre les parties mentionnées ci-dessus conformément au décret et au décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement. Cette convention lie les parties signataires ainsi que leurs membres et adhérents.

La liste des membres et des adhérents est tenue à jour et transmise annuellement à l'Administration avant le 20 avril de chaque année.

Les organisations et l'organisme de gestion s'engagent à informer leurs membres et adhérents des obligations découlant de la présente convention.

L'organisme de gestion est tenu de mettre en œuvre les obligations imparties aux obligataires de reprise, membres ou adhérents à l'organisme de gestion, en exécution de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté.

§ 2. L'obligation de reprise s'applique aux matelas usagés repris sous les codes déchets suivants :

20 03 07 Déchets encombrants

§ 3. La convention environnementale est d'application pour les matelas usagés d'origine ménagère et d'origine professionnelle. Cette convention s'applique à :

- tous les matelas commercialisés par tous les producteurs ayant conclu un contrat d'adhésion avec l'organe de gestion ;

- tous les matelas usagés des ménages, des entreprises et des institutions, provenant de matelas mis sur le marché par tous les producteurs ayant conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion.

L'organisme de gestion soumet, dans le respect des dispositions de l'article 2, 2^o, du décret, à l'approbation de l'Administration, les critères de distinction entre les produits dont les déchets sont à considérer comme des déchets ménagers et les autres produits dont les déchets sont à considérer comme des déchets professionnels.

§ 4. L'obligation de reprise s'exerce sans préjudice des compétences communales en matière de collecte des déchets ménagers, de salubrité publique et de sécurité.

Section 4. — Bonne gouvernance

Art. 4. § 1^{er}. L'application par les signataires de la présente convention se fait dans le respect des principes de bonne gouvernance suivants :

- transparence de l'information ;
- processus de suivi dans l'élaboration des études ;
- confidentialité des informations protégeant un intérêt économique légitime ;
- introduction de principes de bonne conduite des parties signataires à la convention.

§ 2. L'organisme de gestion met pleinement en œuvre la présente convention de manière positive, professionnelle et transparente en vue du respect des objectifs environnementaux de la convention.

CHAPITRE 2. — Prévention et sensibilisation

Section 1. — Prévention

Art. 5. § 1^{er}. Dans les trois mois à dater de la présente convention, l'organisme de gestion établit un plan de prévention destiné à favoriser la prévention des déchets résultant des matelas que les membres et adhérents de l'organisme de gestion mettent sur le marché. Il précise au moins :

1^o le relevé des dispositions déjà prises par l'organisme de gestion ou par ses membres et adhérents pour la réduction quantitative des déchets et/ou la diminution de leur nocivité pour l'environnement, et leurs résultats ;

2^o les mesures de prévention projetées par l'organisme de gestion ou par ses membres, les objectifs quantitatifs et/ou qualitatifs, les indicateurs de suivi et le calendrier d'actions.

L'organisme de gestion soumet son plan de prévention pour approbation à l'Administration.

Les mesures concernent, entre autres :

- a) la sensibilisation du consommateur, tant le particulier que l'utilisateur professionnel, sur :
 - la composition et les impacts éventuels sur l'environnement des matelas neufs et de leurs emballages ;
 - les effets potentiels des matelas usagés sur l'environnement et la santé humaine ;
 - les modes d'utilisation optimale des matelas ;

b) le développement et la promotion des matelas faciles à démanteler et à recycler ainsi que les matelas à durée de vie élevée.

§ 2. L'organisme de gestion décrit les mesures prévues au § 1^{er} afin de promouvoir la prévention qualitative et quantitative. L'organisme de gestion définit les critères d'évaluation des mesures de prévention. Ces mesures de prévention font partie intégrante du plan annuel d'exécution visé à l'article 20. Ces mesures de prévention sont évaluées annuellement et sont, si nécessaire, adaptées.

Section 2. — Eco-conception - Eco-modulation

Art. 6. § 1^{er}. L'organisme de gestion et les producteurs qui ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion prennent les initiatives de prévention et d'éco-conception nécessaires pour réduire l'impact environnemental des matelas usagés, sans compromettre le confort de sommeil et la différenciation des produits. Ces initiatives se concentrent sur différentes actions :

- concevoir en collaboration avec les fédérations sectorielles européennes un « label matelas » qui informe les consommateurs, ainsi que les démantilleurs et les entreprises de recyclage sur les matériaux utilisés dans le matelas. L'organisme de gestion et les producteurs visent à ce que le « label matelas » soit opérationnel pour tous les matelas mis sur le marché d'ici 2025 de manière physique ou électronique ;

- développer la recherche de matériaux et de techniques d'assemblage durables pour que les matelas soient plus facilement démontables et recyclés en fin de vie. L'organisme de gestion implique toutes les parties prenantes, des producteurs de matières premières aux entreprises de recyclage, et met en place un groupe de travail « Conception pour la circularité » à cet effet. Ce groupe de travail élabore des lignes directrices d'éco-conception qui seront diffusées en 2023 à tous les producteurs ayant conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ;

- examiner la possibilité d'appliquer l'éco-modulation. L'éco-modulation doit être basée sur les principes de conception en vue de l'utilisation des ressources en cycle fermé, scientifiquement étayés et élaborés en concertation avec les différentes parties prenantes. Les principes de l'éco-modulation doivent être faciles à appliquer pour les producteurs et faciles à contrôler. À partir de 2025, l'organisme de gestion applique l'éco-modulation ;

- tester de nouveaux modèles d'économie circulaire ;
- suivre l'évolution des techniques de traitement aux niveaux national et international ;
- viser l'augmentation de la réutilisation des matelas usagés qui se retrouvent dans la chaîne de collecte ;
- élaborer une charte dans laquelle les producteurs ayant conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion s'engagent à investir individuellement dans le développement de concepts de matelas selon le principe d'utilisation des ressources en cycle fermé. La charte prévoit que les producteurs rendent compte à l'organisme de gestion des actions entreprises. L'organisme de gestion envoie un rapport de synthèse à ce sujet à l'Administration ;
- atteindre l'objectif que, d'ici 2025, 25% des matelas mis sur le marché par les producteurs ayant conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion soient facilement démontables et recyclables. L'objectif est que ce pourcentage soit de 50% et 90% respectivement d'ici 2027 et 2029 ;
- examiner si des conteneurs de collecte uniformes sont nécessaires. L'organisme de gestion prend en compte l'impact environnemental du récipient lors du choix des récipients de collecte. Lorsque ces derniers concernent la collecte dans les recycleries, la réflexion est menée en collaboration avec la COPIDEC.

Section 3. — Sensibilisation-Information

Art. 7. § 1^{er}. En vue d'atteindre les objectifs de la présente convention, l'organisme de gestion s'engage à organiser des campagnes d'information et de sensibilisation. L'intensité, la forme et le contenu des campagnes d'information et de sensibilisation sont adaptés en fonction des résultats atteints.

L'organisme de gestion incorpore dans ses campagnes de communication un axe de sensibilisation à la prévention des matelas usagés, notamment par l'information des consommateurs et des utilisateurs professionnels sur les avantages et possibilités d'utiliser des matelas faciles à démanteler et à recycler.

L'organisme de gestion élabore également des campagnes d'information et de sensibilisation concernant :

- l'obligation de collecter sélectivement les matelas usagés secs ;
- les systèmes de collecte et de recyclage disponibles ;
- le rôle des parties prenantes dans la réutilisation et le recyclage des matelas usagés.

Pour la communication à destination des consommateurs, l'organisme de gestion consulte les personnes morales de droit public concernées et collabore avec elles pour la communication locale conformément à l'arrêté.

Les projets de campagne d'information et de sensibilisation sont soumis pour approbation à l'Administration. Au cas où les campagnes ne sont pas en concordance avec les dispositions de la présente convention ou préjudiciables aux campagnes d'intérêt général menées par la Région, l'organisme de gestion est tenu de les adapter en conséquence.

Les campagnes d'information et de sensibilisation se conforment à la réglementation sur l'emploi des langues.

§ 2. L'organisme de gestion élabore un plan de communication pour la durée de la convention environnementale. Ce plan de communication fait partie du plan de gestion visé à l'article 20 § 5 et inclut à tout le moins les objectifs stratégiques et les lignes directrices générales.

Ce plan comprend le nombre et l'ampleur des campagnes, les publics cibles qui justifient une approche séparée, les méthodes de communication proposées et les méthodes d'évaluation des campagnes.

§ 3. Dans le cas où les objectifs de collecte ne sont pas atteints, l'organisme de gestion réalise une étude afin de lui permettre de déterminer si des groupes-cibles sont encore à atteindre en Wallonie ou si la cible visée a atteint une limite, auquel cas, de nouvelles voies pour capter les matelas usagés encore collectables doivent être recherchées.

§ 4. Dans le cas où les objectifs de collecte ne sont pas atteints, des campagnes d'information et de sensibilisation ciblées et accentuées sont réalisées en Wallonie. L'efficacité des campagnes ciblées est mesurée auprès des différents groupes cibles.

§ 5. L'organisme de gestion remet chaque année à l'Administration un plan prévisionnel et un rapport sur les campagnes d'information et de sensibilisation menées et les résultats atteints. Le rapportage sur les résultats atteints comprend la liste des actions menées et l'évaluation de leur pertinence ainsi que les publics cibles visés et les outils utilisés.

§ 6. L'organisme de gestion évalue et prend en compte les résultats de l'évaluation de ses campagnes d'information et de sensibilisation annuelles pour l'établissement des campagnes suivantes.

§ 7. Le détaillant informe le consommateur de la manière avec laquelle il remplit son obligation de reprise dans chacun de ses points de vente. Le consommateur doit également être informé lorsqu'il achète en ligne (e-commerce). Le matériel d'information mis à disposition par l'organisme de gestion est soumis préalablement pour avis à l'Administration.

§ 8. L'organisme de gestion prévoit des campagnes de communication vers les producteurs, les consommateurs et les utilisateurs professionnels visant à orienter les matelas en très bon état vers les filières de réutilisation.

Section 4. — Réutilisation

Art. 8. § 1^{er}. L'organisme de gestion conclut une convention avec chaque entreprise d'économie sociale agréée sur base d'une convention-type négociée avec RESSOURCES. La convention-type ainsi que ses modifications doit être conforme aux dispositions de l'arrêté et soumise pour approbation à l'Administration.

§ 2. L'organisme de gestion établit son plan de gestion des matelas usagés en vue d'atteindre au minimum les objectifs cibles de réutilisation prévus dans l'arrêté.

§ 3. L'organisme de gestion et RESSOURCES établissent conjointement des normes définissant le caractère réutilisable d'un matelas usagé. Ces normes sont soumises pour avis à l'Administration.

§ 4. Les modalités de rapportage établies entre l'organisme de gestion et les entreprises d'économie sociale agréées doivent viser la simplification maximale et éviter d'éventuels doubles rapports. Conformément à l'article 108/10, § 2, 4°, de l'arrêté, les frais de rapportage sont à charge de l'organisme de gestion.

§ 5. La compensation financière évoquée à l'article 108/10, § 2, 1°, de l'arrêté est fixée à 550 € par tonne. Ce montant est revu annuellement en fonction des conditions de marché.

§ 6. Les frais évoqués à l'article 108/10, § 2, 5°, de l'arrêté sont fixés à 550 € par tonne. Ce montant est revu annuellement en fonction des conditions de marché.

§ 7. La collecte et le traitement des matelas usagés repris en application du principe 1 pour 1 par les entreprises d'économie sociale est financée à raison de 550 € par tonne. Ce montant est revu annuellement en fonction des conditions de marché.

§ 8. Les modalités d'exécution de l'article 108/10, § 2, 2° et 3°, de l'arrêté sont établies de commun accord entre RESSOURCES et l'organisme de gestion.

CHAPITRE 3. — Collecte sélective et traitement des matelas usagés

Section 1. — Collecte sélective

Art. 9. § 1^{er}. La mise en œuvre de la présente convention a pour objectif la collecte de la totalité des matelas usagés émanant des matelas mis sur le marché en Région wallonne par les membres et adhérents.

Le plan stratégique de prévention et de gestion et les plans annuels d'exécution visent au minimum à atteindre le taux de collecte sélective de l'arrêté pour les membres et adhérents.

§ 2. Afin d'atteindre l'objectif de collecte mentionné au § 1^{er}, les parties à cette convention mettent en œuvre les actions et moyens nécessaires dans le respect des dispositions de l'arrêté. Les modalités de collecte doivent optimiser les possibilités de réutilisation et de recyclage des matelas usagés.

Sous-section 1. — Dispositions spécifiques pour les matelas usagés d'origine ménagère

Art. 10. § 1^{er}. La collecte des matelas usagés provenant des particuliers dans le cadre de l'activité normale des ménages est assurée soit au recyparc par apport volontaire des ménages soit en porte à porte. Elle peut également être assurée par la collecte préservante en vue de la réutilisation.

§ 2. La collecte, le regroupement et le transport éventuels ainsi que le traitement des matelas usagés d'origine ménagère collectés dans les recypars ou autres sites de collecte fermés, surveillés et gérés par les personnes morales de droit public ou en porte-à-porte sont organisés par celles-ci, en régie ou en sous-traitance avec un opérateur qui a conclu une convention de collaboration avec l'organisme de gestion, conformément à l'article 13.

Les personnes morales de droit public élaborent en concertation avec l'organisme de gestion un projet de cahier des charges.

§ 3. L'organisme de gestion, en collaboration avec la COPIDEC, élaboré un modèle de contrat-type comprenant au minimum les dispositions listées dans l'arrêté et notamment :

- les modalités pratiques de collecte évitant les risques sanitaires et garantissant la santé et la sécurité des travailleurs en vue d'optimiser la réutilisation et le recyclage ;

- les modalités de paiement aux personnes morales de droit public, de telle sorte qu'au moins une fois par an et au plus tard le 30 septembre de chaque année civile suivant l'année de collecte, les montants dus sont versés à condition que l'organisme de gestion dispose de toutes les informations nécessaires.

L'organisme de gestion soumet ce contrat-type à l'Administration pour avis.

§ 4. La reprise des matelas usagés provenant des particuliers dans le réseau de collecte sélective mis en place par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers est gratuite. A cette fin, l'organisme de gestion rembourse le coût réel et complet de l'utilisation des recypars. L'organisme de gestion rembourse également le coût réel et complet des opérations de regroupement, transport, démantèlement et traitement des matelas usagés collectés sélectivement.

§ 5. Dans l'éventualité où la gestion des matelas s'effectue en régie, l'organisme de gestion rembourse le coût réel et complet par procédure négociée. Il documente les prix qu'il allègue dans les négociations et ne peut refuser les postes de coûts justifiés par la personne moral de droit public, tels que les barèmes salariaux résultants des négociations sociales, les impositions en matière de droit social ou ceux résultant du permis d'environnement.

§ 6. Dans le cadre de l'obligation de reprise, les membres et adhérents ou l'organisme de gestion s'engagent à prendre en charge la sensibilisation des ménages afin de les stimuler à rapporter les matelas usagés secs aux recypars sans qu'ils ne soient mélangés à d'autres matières, ni brûlés ni découpés en morceaux.

Sous-section 2. — Dispositions spécifiques à la collecte des matelas usagés par les détaillants

Art. 11. § 1^{er}. Complémentaire au service de collecte des déchets organisé par les personnes morales de droit public, le détaillant peut accepter de reprendre gratuitement et à ses frais de manière volontaire les matelas usagés qui lui sont déposés par les ménages en cas d'acquisition de matelas neufs conformément à l'arrêté.

§ 2. L'organisme de gestion encourage la collecte volontaire des matelas usagés par les détaillants. A cet effet, l'organisme de gestion verse, entre autres, un montant forfaitaire à ceux-ci. En échange, le détaillant doit présenter une attestation de collecte des matelas usagés, délivré par un collecteur avec lequel l'organisme de gestion a conclut une convention de collaboration.

§ 3. Au début de la présente convention, le montant forfaitaire est fixé à un minimum de 550 € par tonne. Le montant est déterminé annuellement par l'organisme de gestion en fonction de la quantité et du type de matelas usagés, des conditions de marché et du mode de collecte. Lors de la détermination du montant forfaitaire, il faut tenir compte de la condition selon laquelle l'organisme de gestion doit garantir une couverture minimale des coûts de 80 %.

Sous-section 3. — Dispositions spécifiques pour les matelas usagés d'origine professionnelle

Art. 12. § 1^{er}. La collecte des matelas usagés des entreprises et des institutions se fait conformément à la législation en vigueur. Afin d'obtenir un traitement de haute qualité, l'organisme de gestion évalue la nécessité de collecter séparément les matelas usagés des ménages et les matelas usagés des entreprises et des institutions, en tout ou en partie.

§ 2. Le plan de gestion doit inclure un aperçu des mesures prises par l'organisme de gestion à l'égard des entreprises et des institutions afin d'encourager la collecte sélective des matelas usagés et d'atteindre les objectifs de la présente convention.

§ 3. L'organisme de gestion verse une somme forfaitaire aux entreprises et aux institutions qui se défont de matelas usagés. À cette fin, l'entreprise ou l'institution doit présenter un certificat délivré par un collecteur avec lequel l'organisme de gestion a conclu une convention de collaboration.

§ 4. Au début de la présente convention, le montant forfaitaire est fixé à 550 € la tonne. Le montant forfaitaire est déterminé annuellement par l'organisme de gestion en fonction de la quantité de matelas usagés, des conditions du marché pour les matelas usagés et de la méthode de collecte. Lors de la détermination du montant forfaitaire, il faut tenir compte de la condition selon laquelle l'organisme de gestion garantit une couverture minimale des coûts de 80 %.

Sous-section 4. — Convention de collaboration avec les collecteurs

Art. 13. § 1^{er}. L'organisme de gestion détermine les conditions à respecter avec les collecteurs et les fixe dans une convention de collaboration conformément à l'article 108/19 de l'arrêté.¹ Les conditions de collaboration doivent être conformes à l'arrêté.

§ 2. L'organisme de gestion peut verser une somme forfaitaire aux collecteurs avec lesquels il a conclu une convention de collaboration. À cette fin, les collecteurs fournissent à l'organisme de gestion les informations sur la collecte et le traitement effectués conformément aux exigences de la présente convention.

La somme forfaitaire est déterminée par l'organisme de gestion en fonction de la quantité de matelas usagés et de la méthode de collecte et de traitement.

Section 2. — Traitement

Sous-section 1. — Dispositions générales

Art. 14. § 1^{er}. Les matelas usagés collectés doivent être traités en tenant compte des législations en vigueur au niveau régional, fédéral et européen.

§ 2. Les matelas usagés collectés sont traités selon les meilleures techniques disponibles. Les matelas usagés collectés et non recyclés sont valorisés énergétiquement. Conformément à l'arrêté, l'élimination des matelas usagés est interdite.

§ 3. D'ici 2025, les matelas usagés collectés seront traités dans l'Union européenne, et de préférence en Belgique.

§ 4. L'organisme de gestion s'engage à atteindre les objectifs de traitement de l'arrêté (section 4) pour ses membres et adhérents.

Sous-section 2. — Convention de collaboration avec les démanteleurs

Art. 15. § 1^{er}. En application de l'article 108/20, § 1^{er}, de l'arrêté, l'organisme de gestion détermine les conditions de collaboration que les démanteleurs doivent respecter pour être homologués.

§ 2. Les conditions de collaboration sont intégrées dans une convention de collaboration. L'organisme de gestion soumet cette convention pour approbation préalable à l'Administration.

§ 3. L'organisme de gestion peut verser une somme forfaitaire aux démanteleurs avec lesquels il a signé une convention de collaboration. A cette fin, les démanteleurs fournissent à l'organisme de gestion les informations sur le démantèlement et le traitement effectués conformément aux exigences de la présente convention.

Sous-section 3. — Adaptation des résultats de collecte et de traitement

Art. 16. § 1^{er}. L'organisme de gestion évalue annuellement, conjointement avec l'Administration, les objectifs relatifs à la collecte et au traitement des matelas usagés et adapte le cas échéant, sa stratégie en tenant compte entre autres :

- des résultats atteints par l'application de la présente convention ;
- des évolutions technologiques ;
- de nouvelles dispositions légales.

§ 2. Dans le cas où les objectifs ne sont pas atteints, l'organisme de gestion est tenu de présenter, dans les deux mois, pour approbation à l'Administration un plan stratégique portant sur la période de validité restante de la convention et définissant les actions envisagées afin d'aboutir aux résultats en matière de collecte, de recyclage et de valorisation. L'organisme de gestion s'engage à affecter un budget spécifique pour mener les actions correctrices. Le plan stratégique est évalué après un an.

CHAPITRE 4. — Financement de la reprise des matelas usagés

Section 1. — Cotisations

Art. 17. § 1^{er}. L'organisme de gestion est financé par les cotisations des membres et adhérents. La contribution annuelle de chaque membre et adhérent est calculée en multipliant la cotisation par matelas avec les quantités de matelas mises sur le marché en Belgique par chacun de ceux-ci. Les cotisations sont perçues de manière non discriminatoire auprès des membres et adhérents par l'organisme de gestion.

§ 2. La cotisation unitaire peut être différenciée selon le type de matelas. La hauteur de la cotisation unitaire est fixée par l'organisme de gestion de manière à pouvoir respecter les engagements de la présente convention. La cotisation peut être adaptée annuellement sur base, entre autres, de l'évolution des coûts réels de collecte et de traitement.

§ 3. Le calcul de la cotisation unitaire ainsi que sa motivation, conforme à l'article 6, paragraphes 2 et 3, de l'arrêté, doivent être présentés pour approbation au moins trois mois à l'avance à l'Administration, qui se prononce dans un délai de 40 jours.

§ 4. Conformément à l'article 6 susmentionné, l'organisme de gestion met en œuvre l'éco-modulation des cotisations à partir de 2025.

§ 5. Le montant des cotisations est toujours mentionné sur la facture entre professionnels lors de la vente des matelas. Dans le cas de ventes aux consommateurs, il doit être indiqué soit sur la facture, soit sur le ticket de caisse, soit en magasin.

Section 2. — Plan financier

Art. 18. § 1^{er}. L'organisme de gestion établit un plan financier dans les trois mois à dater de la signature de la convention environnementale. Le plan financier est soumis à l'Administration pour approbation.

§ 2. Le plan financier comprend les éléments suivants :

- le budget ;
- le calcul des cotisations ;
- la gestion des réserves et provisions ;
- le financement des pertes éventuelles ;
- le financement de la reprise des matelas usagés lorsque le producteur n'est plus actif ni identifiable. La responsabilité de l'organisme de gestion est limitée aux produits qui l'ont financé. S'il n'est pas possible de l'établir, l'organisme de gestion prend la responsabilité de la reprise au prorata de la part de marché qu'il représente ;
- l'éventuelle stratégie de placement ;
- les modalités de couverture minimale des coûts fixée à 80 %.

§ 3. L'organisme de gestion établit une actualisation annuelle de son plan financier pour le 1^{er} octobre et le soumet à l'Administration pour approbation.

Section 3. — Dispositions diverses

Art. 19. § 1^{er}. L'organisme de gestion tient une comptabilité analytique. La comptabilité de l'organisme doit être conçue de manière telle qu'elle permette d'identifier clairement et sans équivoque les dépenses relatives, d'une part, aux matelas d'origine ménagère, d'autre part, aux matelas d'origine professionnelle ainsi que ses propres coûts de fonctionnement.

L'organisme de gestion fournit cette comptabilité et toutes pièces justificatives à l'Administration, à la première demande de celle-ci.

§ 2. Chaque année, l'organisme de gestion dépose ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée et les fait contrôler à ses frais par un réviseur d'entreprise. Le rapport établi par le réviseur d'entreprise est transmis à l'Administration ainsi que les pièces justificatives éventuelles.

Ce rapport annuel établit une image précise du mode de financement du système de reprise collectif.

§ 3. Les réserves et provisions de l'organisme de gestion ne peuvent dépasser 18 mois de coût de fonctionnement, calculé sur la moyenne des 3 années précédentes. En cas de dépassement de cette règle, l'organisme de gestion présente un plan d'apurement des réserves et provisions pour approbation à l'Administration.

§ 4. Conformément à la réglementation afférente aux obligations de reprise l'organisme de gestion constitue une sûreté financière.

Le montant de la sûreté est fixé par l'Administration et est équivalent aux frais estimés de prise en charge de la gestion des matelas usagés d'origine ménagère pendant une période de six mois.

La sûreté est constituée, exigée et restituée conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté.

CHAPITRE 5. — L'organisme de gestion

Section 1. — Missions de l'organisme de gestion

Art. 20. § 1^{er}. Les organisations ont constitué l'organisme de gestion VALUMAT sous forme d'association sans but lucratif conformément aux dispositions de la loi du 23 mars 2019 (Code des sociétés et des associations) qui remplace la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

L'organisme de gestion doit :

1° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise qui leur incombe ;

2° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques ;

3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association aucune personne qui ait été condamnée par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction à la législation environnementale en vigueur en Région wallonne ou à toute législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne ;

4° disposer des garanties financières et moyens techniques et humains suffisants pour assurer l'obligation de reprise ;

5° présenter une comptabilité conforme aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ;

6° n'exercer directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale, aucune activité opérationnelle de gestion des déchets couverts par l'obligation de reprise.

L'organisme de gestion ne peut en aucun cas être sponsor commercial. Par « sponsor commercial », on entend le sponsoring dont l'objectif principal est d'augmenter la renommée de l'organisme agréé. Le sponsoring visant principalement à remplir l'objet statutaire de l'organisme agréé n'est pas considéré comme du « sponsoring commercial ».

§ 2. En vue d'atteindre ses objectifs, l'organisme de gestion a, parmi ses missions prioritaires, la mission de stimuler à adhérer le plus grand nombre possible de personnes physiques ou morales qui produisent ou importent des matelas.

L'organisme de gestion assure pour l'ensemble des obligataires de reprise individuels ayant contracté avec lui les obligations découlant de l'arrêté et de la présente convention.

§ 3. L'organisme de gestion conclut un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité, ainsi que les pertes éventuelles de revenus en cas d'événements de force majeure générant notamment la perte des déchets collectés ou triés.

§ 4. Au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la convention, l'organisme de gestion présente à l'Administration un plan stratégique de prévention et de gestion définissant, pour la durée de la convention, les actions envisagées afin d'aboutir aux résultats en matière de prévention, de collecte, de recyclage et de valorisation. Ce plan stratégique reprend au moins les points énumérés à l'article 12, § 2, 5°, a) à h), de l'arrêté.

§ 5. L'organisme de gestion établit chaque année un plan de gestion en exécution du plan stratégique visé au § 4. Ce plan est soumis pour approbation à l'Administration au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année précédant l'année civile de sa mise en œuvre. Il inclut le plan de prévention, le plan de communication et le plan financier.

L'Administration approuve, sollicite un complément d'informations ou refuse le plan d'exécution dans les deux mois. Sans réponse passé ce délai, le plan est réputé approuvé. Si l'Administration refuse ce plan, elle notifie sa décision à l'organisme de gestion par un courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. L'organisme de gestion est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Administration dans un délai de trois mois.

§ 6. L'organisme de gestion prend en charge l'exécution de l'ensemble des obligations qui lui incombent en exécution de la présente convention :

- 1^o la rédaction et l'exécution du plan de prévention et de gestion et du plan d'exécution annuel ;
- 2^o le rapportage prévu à l'article 21 de la convention ;
- 3^o les modalités d'information vers tous les acteurs concernés par l'exécution de la présente convention ;
- 4^o l'évaluation de la reprise des matelas usagés conformément aux articles 9 à 12 de la présente convention et l'évaluation du traitement des matelas usagés collectés ;
- 5^o le suivi qualitatif de la collecte, du prétraitement et du traitement des matelas usagés ;
- 6^o le calcul des indicateurs de résultats ;
- 7^o le financement de l'exécution de la présente convention et la gestion des moyens financiers y afférents conformément au chapitre IV de la convention.
- 8^o la mise en œuvre des actions mentionnées aux articles 4 et 6 de la présente convention.

§ 7. L'organisme de gestion assure la plus grande uniformité possible sur le plan administratif et logistique. Toutes les parties se concertent sur les modalités de fonctionnement de l'organisme de gestion.

§ 8. L'organisme de gestion agit en toute transparence et traite dans le respect de l'égalité et de manière non discriminatoire les personnes morales de droit public et les prestataires de services auxquels il est fait appel pour l'exécution de l'obligation de reprise dont il est chargé.

§ 9. Dans le contexte de l'économie circulaire, l'organisme de gestion soutient des actions locales qui favorisent l'emploi en Wallonie, veille à promouvoir le développement de filières de recyclage ambitieuses et novatrices et collabore notamment avec les Pôles de compétitivité en Wallonie à cette fin.

§ 10. L'Administration est invitée à titre d'observateur permanent de la Région à toutes les réunions du conseil d'administration ou des organes décisionnels de l'organisme de gestion, ainsi qu'aux assemblées générales et à toute autre réunion de préparation des décisions à prendre par le conseil d'administration, sans disposer néanmoins d'un droit de vote. Une copie de tous les procès-verbaux du conseil d'administration est transmise à l'Administration.

Elle reçoit les convocations, documents préparatoires et comptes-rendus de réunion en même temps que les membres de ces organes.

L'Administration peut aborder tous les points soumis à son avis ou approbation durant le Conseil d'administration.

Section 2. — Obligations d'information et de rapportage

Art. 21. § 1^{er}. L'organisme de gestion fournit à l'Administration, dans le respect du § 3, toutes les informations que celle-ci juge utile pour l'évaluation des objectifs à atteindre conformément à la présente convention et pour atteindre les objectifs généraux de contrôle de la mise en œuvre de l'arrêté.

L'organisme de gestion garantit le caractère vérifiable et contrôlable des données concernant les déchets collectés et traités. Les données fournies doivent également permettre à l'Administration de remplir ses obligations au niveau européen.

§ 2. L'organisme de gestion et la Région se portent garants de la confidentialité des données de marché des entreprises individuelles concernées telles que, entre autres, les données relatives au commerce des matelas neufs ou aux entreprises de collecte et de traitement des matelas usagés, dans le respect des dispositions du Code de l'Environnement concernant le droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement et dans le respect du droit de la concurrence.

§ 3. L'organisme de gestion transmet avant le 20 avril de chaque année à l'Administration un rapport reprenant les données suivantes relatives à l'année civile précédente :

1^o la quantité totale, exprimée en kilogramme et en unités, des matelas mis sur le marché en Belgique par les membres et adhérents.

La quantité mise sur le marché en Région wallonne est estimée sur base de la quantité mise sur le marché en Belgique, moyennant une clef de répartition des quantités nationales par Région. Cette clef de répartition est déterminée de commun accord entre l'organisme de gestion et l'Administration ;

2^o la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matelas usagés collectés en Région wallonne, par canal de collecte en scindant les matelas d'origine ménagère et d'origine professionnelle ;

3^o la liste des collecteurs et des opérateurs de tri-démantèlement avec lesquels l'organisme de gestion a conclu une convention de collaboration de préférence en ligne ;

4^o les installations dans lesquelles les matelas usagés collectés ont été traités, la description de leur mode de traitement ainsi que la quantité par installation.

Les données sont ventilées selon que les matelas sont traités en Région wallonne, en Belgique, dans l'Union européenne et hors Union européenne jusqu'en 2025. Dans ce dernier cas, le rapport reprend les mesures prises en vue d'assurer que le traitement des déchets respecte les objectifs de l'arrêté et des dispositions prises en exécution de celui-ci et soit assuré dans des conditions respectueuses de la législation environnementale en vigueur et des conventions de base de l'Organisation internationale du Travail, même si les conventions n'ont pas été ratifiées par les Etats où les déchets sont traités ;

5° la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matelas usagés qui :

- a) a été triée pour être réutilisée via la préparation à la réutilisation ;
- b) a été recyclée ;
- c) a été valorisée ;

6° la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matériaux provenant du traitement des matelas usagés qui :

- a) ont été réutilisés ;
- b) ont été recyclés ;
- c) ont été valorisés ;
- d) ont été éliminés ;

7° les prévisions de la quantité totale exprimée en kilos des matelas mis sur le marché en Région wallonne pendant l'année en cours, déterminée selon la clé de répartition visée au 1° ;

8° les données nécessaires à l'évaluation des actions de prévention et au calcul des indicateurs de résultats ainsi qu'à l'évaluation du plan de gestion ;

9° le plan financier et la ou les cotisations versées à l'organisme de gestion, avec les modalités de calcul, ainsi que la liste des membres et adhérents de l'organisme de gestion de préférence en ligne.

10° le plan de gestion ;

11° les actions de sensibilisation ou de communication entreprises ;

12° les informations relatives aux conditions économiques du marché pour la collecte et le traitement des matelas usagés. Ces informations sont détaillées par catégorie de cotisation.

L'organisme de gestion transmet dans le même délai aux personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers une synthèse des informations reprises dans le rapport visé ci-dessus et relatives à la gestion des matelas usagés d'origine ménagère.

§ 4. Les données commerciales mentionnées dans la présente convention sont collectées auprès des membres et adhérents par l'intermédiaire d'une entité externe désignée par l'organisme de gestion. Les données ainsi obtenues sont incorporées par l'entité externe dans un rapport global couvrant tous les membres et adhérents de manière telle qu'il soit impossible d'en déduire des données de marché telles que, mais non limitativement, le prix, les coûts, des parts de marché d'entreprises individuelles. L'organisme de gestion veille à ce que l'entité externe désignée pour réunir les renseignements susmentionnés offre les garanties appropriées quant au traitement confidentiel des données transmises. A cette fin une convention de confidentialité est signée.

§ 5. L'organisme de gestion fait vérifier, au moins une fois par an, par un organisme indépendant désigné en concertation avec l'Administration, le respect, par les opérateurs participant à la gestion des matelas usagés, des conventions de collaboration prévues à l'article 13, § 1^{er}. Un rapport est adressé annuellement à l'Administration.

§ 7. L'organisme de gestion publie son rapport annuel sur son site Internet.

§ 8. Le rapport doit respecter les règles suivantes :

1° les statistiques fournies à l'Administration dans le cadre de l'obligation de reprise sont certifiées par un organisme de contrôle indépendant à charge de l'organisme de gestion ;

2° les statistiques fournies à l'organisme de gestion par les collecteurs et centres de démantèlement qui ont une convention de collaboration avec l'organisme de gestion dans le cadre de l'obligation de reprise doivent être certifiées au moins une fois tous les trois ans par un organisme de contrôle indépendant, mandaté par l'organisme de gestion ;

3° les statistiques fournies par les producteurs dans le cadre de l'obligation de reprise sont contrôlées par l'organisme de gestion qui contrôle tous les membres et adhérents qui représentent au moins 90 % des quantités mises sur le marché au moins 1 fois tous les 3 ans et fait annuellement rapport à l'Administration de cette action ainsi que des résultats ;

4° les données financières sont contrôlées par un réviseur d'entreprise, ainsi que les obligations dérivées de la convention environnementale concernant notamment les réserves et provisions. Le réviseur adresse chaque année un rapport écrit à l'attention de l'Administration et de l'organisme de gestion ;

5° les installations de traitement font l'objet d'un rapport annuel concernant leur process, le rendement de recyclage et les résidus produits.

Section 3. — Adhésion à l'organisme de gestion

Art. 22. § 1^{er}. L'organisme de gestion ne peut refuser l'adhésion d'aucun obligataire de reprise auquel l'obligation de reprise des matelas usagés s'applique, sauf pour motifs graves dûment justifiés à l'Administration.

Un contrat d'adhésion est conclu entre les obligataires de reprise individuels et l'organisme de gestion.

Le contrat d'adhésion garantit l'absence de discrimination et de distorsion de concurrence entre les obligataires, et précise les procédures de résiliation et les mécanismes d'exclusion. Il comprend les dispositions nécessaires qui garantissent le financement de l'exécution de l'obligation de reprise des matelas mis sur le marché pendant la durée du contrat d'adhésion, même lorsque l'obligataire de reprise n'est plus lié à la convention environnementale.

Le contrat d'adhésion prévoit que les obligataires de reprise individuels transfèrent l'exécution de leurs obligations de reprise respectives à l'organisme de gestion.

Le contrat-type d'adhésion, de même que ses modifications, sont soumises préalablement à l'avis de l'Administration.

§ 2. L'organisme de gestion applique une adhésion rétroactive pour les années civiles précédant l'année d'adhésion, à l'exception des années pour lesquelles :

- aucun matelas n'a été mis sur le marché ;
- l'obligataire de reprise individuel établit qu'il a rempli son obligation de reprise ;
- l'obligataire de reprise a subi une sanction pénale sur base de l'article 52 du décret.

En cas d'adhésion rétroactive, l'organisme de gestion peut imposer des intérêts de retard pour les années civiles précédant l'année d'adhésion, équivalents à la somme qui serait due si un intérêt calculé au taux légal était appliqué aux cotisations rétroactives.

§ 3. L'organisme de gestion rembourse à chaque adhérent qui lui en fait explicitement la demande, une somme pour la quantité de matelas neufs qu'il a produit ou importé et qu'il a livré à un négociant/distributeur qui l'a réexportée. La somme à rembourser est équivalente à la cotisation que l'adhérent a payée à l'organisme de gestion lors de la mise sur le marché de ladite quantité de matelas. A cet effet, le membre ou l'adhérent informe l'organisme de gestion des quantités des matelas réexportés, au moyen d'une déclaration sur l'honneur fournie par ce négociant/distributeur à l'adhérent ou via un tiers mandaté par l'adhérent, sur le modèle établi par l'organisme de gestion.

L'organisme de gestion règle annuellement le remboursement des cotisations moyennant une régularisation de la déclaration définitive annuelle du membre ou de l'adhérent.

CHAPITRE 6. — Engagements de la Région

Art. 23. § 1^{er}. La Région prend des initiatives vers les autres autorités régionales afin que, dans les trois Régions, la réglementation en matière d'obligation de reprise des matelas usagés tant d'origine ménagère que professionnelle soit, autant que possible, harmonisée.

§ 2. La Région s'engage à veiller à l'application stricte par tous les acteurs de l'obligation de reprise et à la verbalisation des infractions. La Région s'engage à effectuer les contrôles nécessaires auprès de tous les acteurs. Cet engagement concerne également les producteurs situés à l'étranger et qui mettent sur le marché belge des matelas via le e-commerce ainsi que les places de marché en ligne.

§ 3. La Région s'engage, lors de l'approbation de plans de gestion individuels introduits par des entreprises autres que celles liées par la présente convention, à appliquer des principes équivalents à ceux de la présente convention environnementale.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Section 1. — Comité d'accompagnement « matelas usagés d'origine ménagère »

Art. 24. § 1^{er}. Un Comité d'accompagnement « matelas usagés d'origine ménagère » est créé, composé de trois représentants de l'organisme de gestion, de deux représentants de l'Administration, de deux délégués des personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, d'un représentant des centres de réutilisation agréés, d'un représentant de DENUO et d'un représentant du Ministre de l'Environnement.

Ce comité suit l'exécution des dispositions de la présente convention en ce qui concerne les matelas usagés d'origine ménagère. Il examine tous problèmes éventuels survenant dans le cadre de la convention et fait au conseil d'administration de l'organisme de gestion, le cas échéant, les propositions qui lui semblent nécessaires.

§ 2. Ce Comité d'accompagnement se réunit à l'initiative de l'organisme de gestion, au moins une fois par an ou à la demande d'une des parties.

Section 2. — Commission des litiges

Art. 25. § 1^{er}. En cas de litige quant à l'exécution de la présente convention, une Commission des litiges est établie conformément à l'article 19, § 1^{er}, 8°, de l'arrêté du 23 septembre 2010. Cette Commission est constituée selon l'importance du litige et est toujours composée d'au moins deux représentants de l'Administration, trois représentants de l'organisme de gestion et d'un représentant du Ministre de l'Environnement.

§ 2. L'Administration assume le secrétariat de la Commission. Les décisions de la Commission sont prises par consensus. Lorsqu'un consensus ne peut être atteint, la Commission fait rapport au Ministre de l'Environnement.

§ 3. Dans l'attente de la décision de la Commission des litiges, l'organisme de gestion poursuit ses activités en bon père de famille, dans le respect des dispositions de la présente convention.

Section 3. — Groupe de travail des opérateurs-forum

Art. 26. L'organisme de gestion organise un forum rassemblant tous les acteurs en vue d'optimiser les modalités de reprise des matelas usagés tant au niveau de l'utilisation que de la collecte, du tri et du traitement.

Section 4. — Durée et fin de la convention

Art. 27. § 1^{er}. La convention environnementale est conclue pour une période de deux ans et entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge* conformément à l'article D85 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. Une évaluation de la convention est réalisée par les parties au plus tard deux ans après son entrée en vigueur, conformément à l'article 88, § 1^{er} du décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. A l'échéance de la convention, toutes les modifications apportées au cadre réglementaire depuis la conclusion de la présente convention sont réputées être requises par l'intérêt général et s'appliquent de plein droit aux parties.

Section 5. — Modifications

Art. 28. § 1^{er}. Les dispositions de la présente convention environnementale seront adaptées de commun accord pour se conformer à une éventuelle modification du droit européen ou fédéral en la matière ou à toute autre obligation découlant du droit international.

§ 2. La présente convention peut être modifiée moyennant l'accord de toutes les parties et le respect des dispositions du décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Section 6. — Résiliation

Art. 29. § 1^{er}. La présente convention peut être résiliée unilatéralement ou conjointement dans le respect des dispositions du décret du 27 mai 2004 relatif au livre I^{er} du Code de l'Environnement, du décret et de l'arrêté, moyennant un préavis de six mois. Au cas où la résiliation n'est pas demandée par la Région wallonne, elle doit être demandée de manière conjointe par les autres parties.

§ 2. La résiliation est notifiée, sous peine de nullité, par lettre recommandée à la poste adressée à tous les signataires de la convention. Le délai de préavis commence le premier jour du mois suivant la notification.

Section 7. — Clause de compétence

Art. 30. Tout litige naissant de la présente convention ou y afférent et pour lequel aucune solution ne peut être trouvée au sein de la Commission des litiges, visée à l'article 24 de la présente convention, est soumis aux tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

Section 8. — Clause pénale

Art. 31. § 1^{er}. En cas de non-respect des dispositions qui précédent, constaté par la Région et notifié par lettre recommandée à l'organisme de gestion, celui-ci introduit un plan de remise à niveau à l'Administration, dans un délai de deux mois à dater de la notification du constat d'infraction.

§ 2. Si l'Administration refuse ce plan, il le notifie à l'organisme de gestion par un courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. L'organisme de gestion est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Administration dans un délai d'un mois sous peine d'une sanction financière de 15.000 € (quinze mille euros) payable à l'Administration.

§ 3. Un recours est ouvert auprès du Ministre de l'Environnement contre la décision de l'Administration. Le Ministre de l'Environnement statue dans un délai de quarante jours.

Section 9. — Dispositions finales

Art. 32. La convention est conclue à Namur, le 5 juillet 2022 et est signée par les représentants de toutes les parties. Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire de la convention.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,
C. TELLIER

Pour les organisations :

Au nom de Fedustria A.S.B.L.,

F. De Jaeger,
Directeur général adjoint

Au nom de Comeos A.S.B.L.,

D. Michel,
Administrateur délégué

Au nom de Navem A.S.B.L.,

R. De Belie,
Président

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/33180]

16. DEZEMBER 2021 — Umweltvereinbarung über die Rücknahmepflicht für Altmatratzen — Erratum

Die oben genannte Vereinbarung, die im Belgischen Staatsblatt vom 15. Februar 2022 auf Seite 12963 veröffentlicht wurde, wird durch den folgenden Text ersetzt:

5 JULI 2022 — Umweltvereinbarung über die Rücknahmepflicht für Altmatratzen

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 27. Juni 1996 über die Abfälle in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 25. Mai 2021 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, das Verursacherprinzip anzuwenden;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, das Verantwortungsbewusstsein der Sektoren, in denen Matratzen produziert werden, zu wecken und das Recycling und die Verwertung der Altmatratzen zu fördern, um einen hochwertigen Umweltschutz zu sichern;

In der Erwägung, dass die Parteien sich die optimale Qualität, Wirksamkeit, Transparenz der Sammlung und der Behandlung der Altmatratzen zum Ziel setzen, wobei sie gleichzeitig darauf achten, die Gerechtigkeit zwischen allen Beteiligten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Abfallvermeidungs- und Abfallbewirtschaftungsgrundsätze zur Verbesserung der Umweltleistung aller betroffenen Wirtschaftsbeteiligten führen müssen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Sensibilisierung und Information des gesamten Bereichs zu verstärken;

In Erwägung des Wallonischen Abfall-Ressourcenplans und insbesondere der Aktion 41 des 2. Heftes, der zufolge es angebracht ist, "in der Gesetzgebung eine quantitative, von der Zielsetzung in Sachen Recycling unterschiedliche Zielvorgabe in Sachen Wiederverwendung für jeden Abfallstrom vorzuschreiben", um "die Wiederverwendung von Gütern durch eine gesetzliche Verpflichtung zu Ergebnissen zu fördern";

In der Erwägung, dass im oben genannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 ein Richtziel in Sachen Wiederverwendung vorgesehen wird;

Die folgenden Parteien:

1° die Wallonische Region,

vertreten durch Herrn Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und durch Frau Céline Tellier, Ministerin für Umwelt,

nachstehend die Region genannt;

2° die folgenden repräsentativen Organisationen:

- VoG Fedustria, "Fédération belge du Textile et de l'industrie du bois et de l'ameublement", gelegen in 1070 Brüssel, Allée Hof ter Vleestdreef 5/1, vertreten durch Herrn Filip De Jaeger, Beigeordneter Generaldirektor;

- VoG Comeos "Fédération belge du commerce et des services", gelegen in 1160 Brüssel, Avenue Edmond Van Nieuwenhuyze 8, vertreten durch Herrn Dominique Michel, geschäftsführender Verwalter;

- VoG Navem, "Association Professionnelle des Négociants en Meubles", gelegen in 1070 Brüssel, Allée Hof-ter-Vleest, 5/1, vertreten durch Herrn Reginald De Belie, Vorsitzender

nachstehend die Organisationen genannt;

haben Folgendes vereinbart:

KAPITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Gegenstand der Vereinbarung

Artikel 1 - § 1. Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung ist es, die Durchführungsmodalitäten der Rücknahmepflicht für Almatratzen gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle festzulegen.

§ 2. Die Vereinbarung hat zum Ziel, die Abfallvermeidung zu fördern und die Bewirtschaftung und das Recycling der Almatratzen durch die selektive Sammlung und die geeignete Behandlung der Almatratzen unter Berücksichtigung der Beschränkungen in Sachen Gesundheit, Organisation, Technik, Wirtschaft und Umweltverträglichkeit im Rahmen der nachhaltigen Entwicklung zu verbessern.

§ 3. Die Vereinbarung zielt ebenfalls darauf ab, die Modalitäten bezüglich der Durchführung der Rücknahmepflicht in den drei Regionen möglichst in Übereinstimmung zu bringen.

§ 4. Die Organisationen benennen die VoG VALUMAT als Bewirtschaftungsinstanz, die mit der Rücknahmepflicht der Almatratzen beauftragt ist.

Abschnitt 2 — Begriffe und Definitionen

Art. 2 - § 1. Die Begriffe und Definitionen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, im Dekret vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung angegeben sind, finden Anwendung auf die vorliegende Vereinbarung und werden um die nachstehenden Definitionen ergänzt.

§ 2. Für die Anwendung der vorliegenden Vereinbarung gelten außerdem folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, in seiner abgeänderten Fassung;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, in seiner abgeänderten Fassung;

3° Rücknahmepflichtiger: der Erzeuger von Matratzen im Sinne von Art. 2 Ziffer 20bis des Dekrets;

4° Bewirtschaftungsinstanz: die Einrichtung in der Form einer VoG, die durch die Organisationen gemäß dem Artikel 22 des Erlasses gegründet wird und die das Erfüllen der Ziele der Vereinbarung zum Zweck hat;

5° VALUMAT: die Bewirtschaftungsinstanz, die am 26. Juni 2017 von den Organisationen eingerichtet wurde und deren Satzungen im Belgischen Staatsblatt vom 7. Juli 2017 in französischer Sprache veröffentlicht wurden;

6° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 22 des Dekrets;

7° Mitglied: jegliches Mitglied einer der unterzeichnenden Organisationen, das seiner Organisation Vollmacht erteilt hat, in Anbetracht seiner Tätigkeiten der Rücknahmepflicht für Almatratzen unterliegt und die Bewirtschaftungsinstanz mit der Durchführung dieser Rücknahmepflicht beauftragt;

8° Angehöriger: jeglicher Hersteller oder Importeur von Matratzen, der mit der Bewirtschaftungsinstanz einen Beitrittsvertrag abgeschlossen hat und sie mit der Ausführung seiner Rücknahmepflicht beauftragt;

9° COPIDEC: Ständige Konferenz der wallonischen Interkommunalen für die Abfallwirtschaft, die am 17. Oktober 2013 von ihren Mitgliedern eingerichtet wurde und deren Satzungen im Belgischen Staatsblatt vom 8. November 2013 in französischer Sprache veröffentlicht wurden;

10° RESSOURCES: Verband der in der Verringerung der Abfälle durch die Rückgewinnung, die Wiederverwendung und die Verwertung der Ressourcen tätigen Unternehmen der Sozial- und Solidarwirtschaft, der am 2. Februar 1999 von seinen Mitgliedern eingerichtet wurde und dessen Satzungen im Belgischen Staatsblatt vom 9. September 1999 in französischer Sprache veröffentlicht wurden;

11° DENUO: Verband der in der Abfallbehandlung und -recycling tätigen Unternehmen, der am 21. Juni 1991 von seinen Mitgliedern eingerichtet wurde und dessen Satzungen im Belgischen Staatsblatt vom 15. Februar 2021 in französischer Sprache veröffentlicht wurden.

Abschnitt 3 — Anwendungsbereich und allgemeine Grundsätze

Art. 3 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird in Übereinstimmung mit dem Dekret und dem Dekret vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches unter den oben genannten Parteien abgeschlossen. Diese Vereinbarung bindet die unterzeichnenden Parteien, sowie deren Mitglieder und Angehörige.

Die Liste der Mitglieder und der Angehörigen wird ständig auf dem neuesten Stand gehalten und der Verwaltung einmal im Jahr vor dem 20. April eines jeden Jahres übermittelt.

Die Organisationen und die Bewirtschaftungsinstanz verpflichten sich, ihre Mitglieder und Angehörigen über die sich aus der vorliegenden Vereinbarung ergebenden Verpflichtungen zu informieren.

Die Bewirtschaftungsinstanz ist in Ausführung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses verpflichtet, die Pflichten umzusetzen, die den Rücknahmepflichtigen, Mitgliedern oder Angehörigen der Bewirtschaftungsinstanz auferlegt werden.

§ 2. Die Rücknahmepflicht gilt für die Almatratzen, die unter den folgenden Abfallkodes aufgenommen sind:

20 03 07 Sperrmüll

§ 3. Die Umweltvereinbarung findet Anwendung auf die Almatratzen häuslicher und beruflicher Herkunft; diese Vereinbarung gilt für:

- alle Matratzen, die von allen Herstellern, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, vermarktet werden;

- alle Almatratzen der Haushalte, Unternehmen und Einrichtungen aus Matratzen, die von allen Herstellern, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, auf den Markt gebracht worden sind.

Unter Einhaltung der in Artikel 2 Ziffer 2 des Dekrets festgelegten Bestimmungen legt die Bewirtschaftungsinstanz der Verwaltung die Kriterien zur Unterscheidung zwischen den Produkten, deren Abfälle als häusliche Abfälle, und den anderen Produkten, deren Abfälle als berufliche Abfälle zu betrachten sind, zur Genehmigung vor.

§ 4. Die Rücknahmepflicht erfolgt unbeschadet der Befugnisse der Gemeinden in Sachen Sammlung von Haushaltsmüll, öffentliche Gesundheit und Sicherheit.

Abschnitt 4 — Verantwortungsvolle Führung

Art. 4 - § 1. Die Anwendung der vorliegenden Vereinbarung durch seine Unterzeichner erfolgt unter Einhaltung der folgenden Grundsätze der verantwortungsvollen Führung:

- Transparenz der Information;
- Folgeprozess bei der Entwicklung von Studien;
- Vertraulichkeit der Informationen zum Schutz eines legitimen wirtschaftlichen Interesses;
- Einführung von Wohlverhaltensprinzipien für die Unterzeichnerparteien der Vereinbarung.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz setzt diese Vereinbarung in positiver, professioneller und transparenter Weise vollständig um, um die Umweltziele der Vereinbarung zu erfüllen.

KAPITEL 2 — Abfallvermeidung und Sensibilisierung

Abschnitt 1 — Abfallvermeidung

Art. 5 - § 1. Innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der vorliegenden Vereinbarung erstellt die Bewirtschaftungsinstanz einen Abfallvermeidungsplan, der dazu bestimmt ist, die Vermeidung von Abfällen aus Matratzen, die von den Mitgliedern oder Angehörigen der Bewirtschaftungsinstanz auf den Markt gebracht werden, zu fördern. Dieser Plan enthält mindestens:

1° das Verzeichnis der von der Bewirtschaftungsinstanz oder ihren Mitgliedern und Angehörigen bereits getroffenen Vorfahrten zur quantitativen Verringerung der Abfälle und/oder Verminderung ihrer Schädlichkeit für die Umwelt, sowie deren Ergebnis;

2° die von der Bewirtschaftungsinstanz oder deren Mitgliedern geplanten Abfallvermeidungsmaßnahmen, die quantitativen und/oder qualitativen Ziele, die Überwachungskriterien und den Aktionszeitplan.

Die Bewirtschaftungsinstanz legt ihren Abfallvermeidungsplan der Verwaltung zur Genehmigung vor.

Die Maßnahmen betreffen u.a.:

a) die Sensibilisierung des Verbrauchers, sowohl des Privatverbrauchers als auch des beruflichen Benutzers, in Bezug auf:

- die Zusammensetzung und den eventuellen Einfluss der neuen Matratzen und ihrer Verpackungen auf die Umwelt;
- die potentiellen Auswirkungen der Almatratzen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit;
- die Art und Weise, wie die Matratzen optimal benutzt werden.

b) die Entwicklung und Förderung von Matratzen, die leicht zu zerlegen und zu recyceln sind, sowie von Matratzen mit hoher Lebensdauer.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz beschreibt die in § 1 vorgesehenen Maßnahmen zur Förderung der quantitativen und qualitativen Abfallvermeidung. Die Bewirtschaftungsinstanz legt die Kriterien zur Bewertung der Abfallvermeidungsmaßnahmen fest. Diese Abfallvermeidungsmaßnahmen werden jährlich bewertet und, falls nötig, angepasst.

Abschnitt 2 — Ökodesign — Ökomodulation

Art. 6 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz und die Hersteller, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, ergreifen die erforderlichen Initiativen in Sachen Abfallvermeidung und Ökodesign, um die Umweltauswirkungen der Almatratzen zu verringern, ohne den Schlafkomfort und die Differenzierung der Produkte zu gefährden. Diese Initiativen konzentrieren sich auf verschiedene Aktionen:

- In Zusammenarbeit mit den europäischen Sektorenverbänden ein "Matratzen-Label" entwerfen, das die Verbraucher sowie die Zerleger und die Recyclingunternehmen über die in der Matratze verwendeten Materialien informiert. Ziel der Bewirtschaftungsinstanz und der Hersteller ist es, dass bis zum Jahre 2025 das "Matratzen-Label" für alle physisch oder elektronisch auf den Markt gebrachten Matratzen gilt;

- die Suche nach nachhaltigen Materialien und Fertigungstechniken weiterentwickeln, damit die Matratzen leichter zerlegbar und am Ende ihres Lebens recycelt werden. Die Bewirtschaftungsinstanz bezieht alle Beteiligten ein, von den Erzeugern von Rohstoffen bis zu den Recyclingunternehmen, und setzt zu diesem Zweck eine Arbeitsgruppe "Design unter Beachtung des Kreislaufprinzips" ein. Diese Arbeitsgruppe erarbeitet Ökodesign-Leitlinien, die 2023 allen Herstellern, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, zugeleitet werden;

- die Möglichkeit prüfen, die Ökomodulation anzuwenden. Die Ökomodulation muss auf wissenschaftlich untermauerten und in Absprache mit den verschiedenen Beteiligten erarbeiteten Design-Grundsätzen zur Nutzung der Ressourcen in geschlossenem Kreislauf beruhen. Die Grundsätze der Ökomodulation müssen für die Hersteller leicht anzuwenden, und leicht zu kontrollieren sein. Ab 2025 wird die Ökomodulation von der Bewirtschaftungsinstanz angewandt;

- neue Modelle einer Kreislaufwirtschaft testen;
- die Weiterentwicklung der Behandlungstechniken auf nationaler und internationaler Ebene verfolgen;
- die Zunahme der Wiederverwendung der Altmatratzen, die in der Entsorgungskette landen, anstreben;
- eine Charta erarbeiten, in der die Hersteller, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, sich verpflichten, individuell in die Entwicklung von Matratzenkonzepten nach dem Grundsatz der Ressourcennutzung in geschlossenem Kreislauf zu investieren. Die Charta sieht vor, dass die Hersteller der Bewirtschaftungsinstanz über die unternommenen Aktionen Bericht erstatten. Die Bewirtschaftungsinstanz sendet der Verwaltung diesbezüglich einen zusammenfassenden Bericht zu;
- das Ziel erreichen, dass bis zum Jahr 2025 25% der von den Herstellern, die einen Beitrittsvertrag mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, auf den Markt gebrachten Matratzen leicht zerlegt und recycelt werden können. Ziel ist es, dass jeweils bis zum Jahr 2027 und 2029 dieser Prozentanteil bei 50% und 90% liegen wird.
- prüfen, ob gleichförmige Sammelcontainer benötigt werden. Die Bewirtschaftungsinstanz berücksichtigt die Umweltauswirkungen des Behälters bei der Auswahl der Sammelbehälter. Wenn Letztere die Sammlung in den Containerparks betreffen, erfolgt die Überlegung in Zusammenarbeit mit der COPIDEC.

Abschnitt 3 — Sensibilisierung — Information

Art. 7 - § 1. Um die Ziele der vorliegenden Vereinbarung zu erfüllen, verpflichtet sich die Bewirtschaftungsinstanz, Informations- und Sensibilisierungskampagnen zu organisieren. Die Intensität, die Form und der Inhalt der Informations- und Sensibilisierungskampagnen werden je nach den erzielten Ergebnissen angepasst.

Die Bewirtschaftungsinstanz integriert in seine Kommunikationsmaßnahmen eine Achse betreffend die Sensibilisierung für die Vermeidung von Altmatratzen, insbesondere durch die Information der Verbraucher und beruflichen Benutzer über die Vorteile und Möglichkeiten der Nutzung von leicht zerlegbaren und recycelbaren Matratzen.

Die Bewirtschaftungsinstanz entwickelt ebenfalls Informations- und Sensibilisierungskampagnen über:

- die Verpflichtung, die trockenen Altmatratzen selektiv zu sammeln;
- die Sammel- und Recyclingsysteme, die zur Verfügung stehen;
- die Rolle der Beteiligten bei der Wiederverwendung und beim Recycling der Altmatratzen.

Hinsichtlich der Kommunikation an die Verbraucher konsultiert die Bewirtschaftungsinstanz die betroffenen juristischen Personen öffentlichen Rechts und arbeitet, wie im Erlass vorgeschrieben, für die lokale Kommunikation mit ihnen zusammen.

Die Projekte zur Informations- und Sensibilisierungskampagne werden der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt. Falls die Informationskampagnen nicht mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung im Einklang stehen oder den von der Region geführten Kampagnen allgemeinen Interesses schaden könnten, ist die Bewirtschaftungsinstanz verpflichtet, sie dementsprechend anzupassen.

Die Informations- und Sensibilisierungskampagnen richten sich nach den Rechtsvorschriften über den Sprachengebrauch.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz erstellt einen Kommunikationsplan für die Dauer der Umweltvereinbarung. Dieser Kommunikationsplan ist Teil des in Artikel 20 § 5 genannten Abfallbewirtschaftungsplans und enthält zumindest die strategischen Ziele und allgemeinen Leitlinien.

Dieser Plan umfasst die Anzahl und den Umfang der Kampagnen, die Zielgruppen, die einen gesonderten Ansatz rechtfertigen, die vorgeschlagenen Kommunikationsmethoden und die Methoden zur Bewertung der Kampagnen.

§ 3. Für den Fall, dass die Sammelziele nicht erreicht werden, führt die Bewirtschaftungsinstanz eine Studie durch, um festzustellen, ob es in der Wallonie noch Zielgruppen gibt, die erreicht werden müssen, oder ob die betreffende Zielgruppe an eine Grenze gestoßen ist; in diesem Fall sucht die Bewirtschaftungsinstanz dann nach neuen Möglichkeiten, um die noch zu sammelnden Altmatratzen aufzufangen.

§ 4. Für den Fall, dass die Sammelziele nicht erreicht werden, werden in der Wallonie gezielte und verstärkte Informations- und Sensibilisierungskampagnen durchgeführt. Die Wirksamkeit der gezielten Kampagnen wird bei den verschiedenen Zielgruppen gemessen.

§ 5. Die Bewirtschaftungsinstanz gibt jedes Jahr der Verwaltung einen Perspektivplan und einen Bericht über die geführten Informations- und Sensibilisierungskampagnen und die erreichten Ergebnisse ab. Die Berichterstattung über die erreichten Ergebnisse umfasst die Liste der geführten Aktionen und die Bewertung ihrer Relevanz sowie die betroffenen Zielgruppen und die eingesetzten Instrumente.

§ 6. Die Bewirtschaftungsinstanz bewertet die Ergebnisse ihrer jährlichen Informations- und Sensibilisierungskampagnen und zieht sie für die Einrichtung nachfolgender Kampagnen in Betracht.

§ 7. Der Einzelhändler informiert den Verbraucher über die Art und Weise, wie er an jedem seiner Verkaufspunkte seiner Rücknahmepflicht nachkommt. Der Verbraucher ist bei einem Online-Kauf ("E-Commerce") ebenfalls zu informieren. Das von der Bewirtschaftungsinstanz zur Verfügung gestellte Informationsmaterial wird vorher der Verwaltung zur Stellungnahme vorgelegt.

§ 8. Die Bewirtschaftungsinstanz sieht an die Hersteller, Verbraucher und beruflichen Benutzer gerichtete Kommunikationskampagnen vor, die darauf abzielen, der Wiederverwendungswirtschaft Matratzen in gutem Zustand zuzuführen.

Abschnitt 4 — Wiederverwendung

Art. 8 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz schließt auf der Grundlage einer mit RESSOURCES ausgetauschten Mustervereinbarung eine Vereinbarung mit jedem zugelassenen Unternehmen der Sozialwirtschaft ab. Die Mustervereinbarung sowie deren Abänderungen muss sich nach den Bestimmungen des Erlasses richten und der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt werden.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz erstellt ihren Bewirtschaftungsplan für Altmatratzen mit dem Ziel, zumindest die im Erlass vorgesehenen Ziele in Sachen Wiederverwendung zu erfüllen.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz und RESSOURCES erstellen gemeinsam Normen zur Bestimmung der Wiederverwendbarkeit einer Altmatratze. Diese Normen werden der Verwaltung zur Stellungnahme vorgelegt.

§ 4. Die Modalitäten für die Berichterstattung zwischen der Bewirtschaftungsinstanz und den zugelassenen Unternehmen der Sozialwirtschaft müssen die größtmögliche Vereinfachung zum Ziel haben und etwaige Doppelberichterstattungen vermeiden. Laut Artikel 108/10 § 2 Ziffer 4 des Erlasses gehen die Berichterstattungskosten zu Lasten der Bewirtschaftungsinstanz.

§ 5. Der in Artikel 108/10 § 2 Ziffer 1 des Erlasses angeführte finanzielle Ausgleich wird auf 550 € je Tonne festgelegt. Dieser Betrag wird jährlich je nach den Marktbedingungen revidiert.

§ 6. Die in Artikel 108/10 § 2 Ziffer 5 des Erlasses angeführten Kosten werden auf 550 € je Tonne festgelegt. Dieser Betrag wird jährlich je nach den Marktbedingungen revidiert.

§ 7. Die Sammlung und die Behandlung der von den Unternehmen der Sozialwirtschaft nach dem 1-für-1-Prinzip zurückgenommenen Almatratzen wird in Höhe von 550 € je Tonne finanziert. Dieser Betrag wird jährlich je nach den Marktbedingungen revidiert.

§ 8. Die Ausführungsmodalitäten von Artikel 108/10 § 2 Ziffern 2 und 3 des Erlasses werden von RESSOURCES und der Bewirtschaftungsinstanz im gemeinsamen Einvernehmen festgelegt.

KAPITEL 3 — *Selektive Sammlung und Behandlung der Almatratzen*

Abschnitt 1 — Selektive Sammlung

Art. 9 - § 1. Die Umsetzung der vorliegenden Vereinbarung muss zur Sammlung der gesamten Almatratzen aus Matratzen führen, die in der Wallonischen Region von den Mitgliedern oder Angehörigen auf den Markt gebracht werden.

Der Strategieplan zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung und die jährlichen Durchführungspläne zielen zumindest darauf ab, für die Mitglieder und Angehörigen die im Erlass festgehaltene Quote der selektiven Sammlung zu erreichen.

§ 2. Um das in § 1 angegebene Sammelziel zu erreichen, setzen die Parteien dieser Vereinbarung unter Einhaltung der Bestimmungen des Erlasses die erforderlichen Aktionen und Mittel ein. Die Sammelmodalitäten müssen die Möglichkeiten einer Wiederverwendung und eines Recyclings der Almatratzen optimieren.

Unterabschnitt 1 — Spezifische Bestimmungen für die Almatratzen häuslicher Herkunft

Art. 10 - § 1. Die Sammlung der Almatratzen, die von Privatpersonen im Rahmen der normalen Tätigkeit der Haushalte stammen, wird entweder durch freiwilliges Abgeben durch die Haushalte im Containerpark oder von Haus zu Haus gewährleistet. Sie kann ebenfalls durch die erhaltende Sammlung im Hinblick auf die Wiederverwendung gewährleistet werden.

§ 2. Die Sammlung, ggf. die Zusammenstellung und der Transport, sowie die Behandlung der Almatratzen häuslicher Herkunft, die in den Containerparks oder in anderen geschlossenen, von den juristischen Personen öffentlichen Rechts überwachten und verwalteten Sammelstellen oder von Haus zu Haus gesammelt werden, werden von diesen juristischen Personen in Regie oder durch Vergabe von Aufträgen an einen Subunternehmer, der gemäß Artikel 13 eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen hat, organisiert.

Die juristischen Personen öffentlichen Rechts erarbeiten in Absprache mit der Bewirtschaftungsinstanz einen Lastenheftentwurf.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz erarbeitet in Zusammenarbeit mit der COPIDEC die Vorlage eines Mustervertrags, der mindestens die im Erlass aufgelisteten Bestimmungen umfasst, und insbesondere:

- die Gesundheitsgefahren abwendenden und die Gesundheit und Sicherheit der Arbeitnehmer gewährleistenden praktischen Sammelmodalitäten, um die Wiederverwendung und das Recycling zu optimieren;

- die Modalitäten für die Zahlung an die juristischen Personen öffentlichen Rechts, so dass zumindest einmal pro Jahr und spätestens am 30. September eines jeden Kalenderjahres nach dem Jahr der Sammlung die geschuldeten Beträge überwiesen werden, vorausgesetzt, die Bewirtschaftungsinstanz verfügt über alle nötigen Informationen.

Die Bewirtschaftungsinstanz legt diesen Mustervertrag der Verwaltung zur Stellungnahme vor.

§ 4. Die Rücknahme der von Privatpersonen stammenden Almatratzen ist in dem von den für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts eingeführten Netz der selektiven Sammlung kostenlos. Zu diesem Zweck zahlt die Bewirtschaftungsinstanz die tatsächlichen und vollständigen Kosten für die Inanspruchnahme der Containerparks zurück. Die Bewirtschaftungsinstanz zahlt ebenfalls die tatsächlichen und vollständigen Kosten für die Zusammenstellung, den Transport, das Zerlegen und die Behandlung der selektiv gesammelten Almatratzen zurück.

§ 5. Falls die Bewirtschaftung der Matratzen in Regie erfolgt, zahlt die Bewirtschaftungsinstanz die tatsächlichen und vollständigen Kosten im Rahmen eines Verhandlungsverfahrens zurück. Sie dokumentiert die Preise, auf die sie sich in den Verhandlungen beruft, und darf nicht die Kostenpositionen ablehnen, die von der juristischen Person öffentlichen Rechts begründet werden, wie die sich aus Tarifverhandlungen ergebenden Lohnsätze, die Besteuerungen im Rahmen des Sozialrechts oder die Kostenpositionen, die aus der Umweltgenehmigung entstehen.

§ 6. Im Rahmen der Rücknahmepflicht verpflichten sich die Mitglieder und Angehörigen oder die Bewirtschaftungsinstanz, die Sensibilisierung der Haushalte zu übernehmen, um sie dazu anzuregen, die trockenen Almatratzen zu den Containerparks zu bringen, ohne dass diese Matratzen mit anderen Stoffen vermischt, oder verbrannt, oder zerschneidet werden.

Unterabschnitt 2 — Spezifische Bestimmungen für die Sammlung der Almatratzen durch Einzelhändler.

Art. 11 - § 1. Ergänzend zur von den juristischen Personen öffentlichen Rechts organisierten Müllsammlung kann der Einzelhändler beim Kauf neuer Matratzen es akzeptieren, freiwillig die Almatratzen, die ihm von den Haushalten abgegeben werden, kostenlos und auf eigene Kosten zurückzunehmen, wie im Erlass vorgeschrieben.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz ermutigt die freiwillige Sammlung der Almatratzen durch die Einzelhändler. Zu diesem Zweck überweist ihnen die Bewirtschaftungsinstanz u.a. einen Pauschalbetrag. Im Gegenzug muss der Einzelhändler eine von einem Sammler, mit dem die Bewirtschaftungsinstanz eine Zusammenarbeitsvereinbarung abgeschlossen hat, ausgestellte Bescheinigung über die Sammlung der Almatratzen vorlegen.

§ 3. Zu Beginn der vorliegenden Vereinbarung wird der Pauschalbetrag auf mindestens 550 € je Tonne festgelegt. Der Betrag wird jährlich von der Bewirtschaftungsinstanz je nach Menge und Art der Almatratzen, Marktbedingungen und Sammlungsverfahren ermittelt. Bei der Ermittlung des Pauschalbetrags muss der Auflage, der zufolge die Bewirtschaftungsinstanz eine Mindestdeckung der Kosten von 80 % zu gewährleisten hat, Rechnung getragen werden.

Unterabschnitt 3 — Spezifische Bestimmungen für die Almatratzen beruflicher Herkunft

Art. 12 - § 1. Die Sammlung der Almatratzen der Unternehmen und Einrichtungen erfolgt gemäß den geltenden Rechtsvorschriften. Im Sinne einer hochqualitativen Behandlung wählt die Bewirtschaftungsinstanz die Notwendigkeit einer ganz oder teilweise getrennten Sammlung der Almatratzen aus Haushalten und der Almatratzen aus Unternehmen und Einrichtungen ab.

§ 2. Der Abfallbewirtschaftungsplan muss eine Übersicht der von der Bewirtschaftungsinstanz den Unternehmen und Einrichtungen gegenüber getroffenen Maßnahmen, um die selektive Sammlung der Almatratzen zu fördern und die Ziele der vorliegenden Vereinbarung zu erreichen, enthalten.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz überweist den Unternehmen und Einrichtungen, die Almatratzen loswerden, einen Pauschalbetrag. Zu diesem Zweck muss das Unternehmen oder die Einrichtung eine von einem Sammler, mit dem die Bewirtschaftungsinstanz eine Zusammenarbeitsvereinbarung abgeschlossen hat, ausgestellte Bescheinigung vorlegen.

§ 4. Zu Beginn der vorliegenden Vereinbarung wird der Pauschalbetrag auf mindestens 550 € je Tonne festgelegt. Der Pauschalbetrag wird jährlich von der Bewirtschaftungsinstanz je nach Menge und Marktbedingungen der Almatratzen sowie deren Sammlungsverfahren ermittelt. Bei der Ermittlung des Pauschalbetrags muss der Auflage, der zufolge die Bewirtschaftungsinstanz eine Mindestdeckung der Kosten von 80 % zu gewährleisten hat, Rechnung getragen werden.

Unterabschnitt 4 — Zusammenarbeitsvereinbarung mit den Sammlern

Art. 13 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz bestimmt die Bedingungen, die mit den Sammlern einzuhalten gilt, und legt sie gemäß Artikel 108/19 des Erlasses in einer Zusammenarbeitsvereinbarung fest. Die Zusammenarbeitsbedingungen müssen sich nach dem Erlass richten.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz kann den Sammlern, mit denen sie eine Zusammenarbeitsvereinbarung abgeschlossen hat, einen Pauschalbetrag überweisen. Zu diesem Zweck stellen die Sammler der Bewirtschaftungsinstanz die Informationen zu der gemäß den Anforderungen der vorliegenden Vereinbarung durchgeföhrten Sammlung und Behandlung zur Verfügung.

Der Pauschalbetrag wird von der Bewirtschaftungsinstanz je nach Menge der Almatratzen, Sammlungsverfahren und Behandlung ermittelt.

Abschnitt 2 — Behandlung

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 14 - § 1. Die gesammelten Almatratzen müssen unter Berücksichtigung der auf regionaler, föderaler und europäischer Ebene geltenden Rechtsvorschriften behandelt werden.

§ 2. Die gesammelten Almatratzen werden unter Anwendung der besten verfügbaren Techniken behandelt. Die gesammelten Almatratzen, die nicht recycelt werden, werden energetisch verwertet. Gemäß dem Erlass ist die Beseitigung der Almatratzen verboten.

§ 3. Bis zum Jahr 2025 sind die gesammelten Almatratzen in der Europäischen Union und vorzugsweise in Belgien zu behandeln.

§ 4. Die Bewirtschaftungsinstanz verpflichtet sich, für ihre Mitglieder und Angehörigen die im Erlass (Abschnitt 4) festgehaltenen Behandlungsziele zu erreichen.

Unterabschnitt 2 — Zusammenarbeitsvereinbarung mit den Zerlegern

Art. 15 - § 1. In Anwendung von Artikel 108/20 § 1 des Erlasses bestimmt die Bewirtschaftungsinstanz die Zusammenarbeitsbedingungen, die die Zerleger einzuhalten haben, um zugelassen zu werden.

§ 2. Die Zusammenarbeitsbedingungen sind in einer Zusammenarbeitsvereinbarung aufgenommen. Die Bewirtschaftungsinstanz legt diese Vereinbarung der Verwaltung zur vorherigen Genehmigung vor.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz kann den Zerlegern, mit denen sie eine Zusammenarbeitsvereinbarung unterzeichnet hat, einen Pauschalbetrag überweisen. Zu diesem Zweck stellen die Zerleger der Bewirtschaftungsinstanz die Informationen zu der gemäß den Anforderungen der vorliegenden Vereinbarung durchgeföhrten Zerlegung und Behandlung zur Verfügung.

Unterabschnitt 3 — Anpassung der Sammlungs- und Behandlungsergebnisse

Art. 16 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz bewertet jährlich gemeinsam mit der Verwaltung die Ziele in Bezug auf die Sammlung und Behandlung der Almatratzen und passt gegebenenfalls ihre Strategie unter Berücksichtigung der folgenden Punkte an:

- die durch die Anwendung der vorliegenden Vereinbarung erzielten Ergebnisse;
- die technologischen Entwicklungen;
- die neuen gesetzlichen Bestimmungen.

§ 2. Bei Nichterreichen der Zielvorgaben ist die Bewirtschaftungsinstanz verpflichtet, der Verwaltung innerhalb von zwei Monaten einen strategischen Plan zur Genehmigung vorzulegen, in dem die in Aussicht genommenen Aktionen zur Erreichung der Ziele in Sachen Sammlung, Recycling und Verwertung für die verbleibende Geltungsdauer der Vereinbarung bestimmt werden. Die Bewirtschaftungsinstanz verpflichtet sich, für die Durchführung der Korrekturmaßnahmen spezifische Haushaltsmittel vorzusehen. Der strategische Plan wird jährlich bewertet.

KAPITEL 4 — Finanzierung der Rücknahme der Almatratzen

Abschnitt 1 — Beiträge

Art. 17 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz wird durch die Beiträge der Mitglieder und Angehörigen finanziert. Der individuelle Jahresbeitrag jedes Mitglieds und Angehörigen wird berechnet, indem der Beitrag pro Matratze mit den Mengen, die jedes/jeder von ihnen in Belgien auf den Markt bringt, multipliziert wird. Die Beiträge werden von der Bewirtschaftungsinstanz ohne Diskriminierung bei den Mitgliedern und Angehörigen erhoben.

§ 2. Der einheitliche Beitrag kann je nach Art der Matratze unterschiedlich sein. Die Höhe des einheitlichen Beitrags wird von der Bewirtschaftungsinstanz derart festgelegt, dass die Verpflichtungen aus der vorliegenden Vereinbarung eingehalten werden können. Der Beitrag kann jährlich unter anderem auf der Grundlage der Entwicklung der tatsächlichen Kosten für die Sammlung und Behandlung angepasst werden.

§ 3. Die Berechnung des einheitlichen Beitrags sowie dessen Begründung gemäß Artikel 6 §§ 2 und 3 des Erlasses müssen wenigstens drei Monate im Voraus der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt werden, welche innerhalb von 40 Tagen einen Beschluss fasst.

§ 4. Gemäß dem oben genannten Artikel 6 setzt die Bewirtschaftungsinstanz ab 2025 die Ökomodulation der Beiträge um.

§ 5. Die Höhe der Beiträge wird beim Verkauf der Matratzen auf der Rechnung zwischen Unternehmen immer angegeben. Bei Verkäufen an Verbraucher muss diese Höhe entweder auf der Rechnung, auf dem Kassenzettel oder im Laden erscheinen.

Abschnitt 2 — Finanzplan

Art. 18 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz stellt innerhalb von drei Monaten nach der Unterzeichnung der Umweltvereinbarung einen Finanzplan auf. Der Finanzplan wird der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt.

§ 2. Der Finanzplan umfasst folgende Elemente:

- den Haushalt;
- die Berechnung der Beiträge;
- die Verwaltung der Rücklagen und Rückstellungen;
- die Finanzierung der eventuellen Verluste;
- die Finanzierung der Rücknahme der Altmatratten, wenn der Hersteller nicht mehr tätig ist oder identifiziert werden kann. Die Verantwortung der Bewirtschaftungsinstanz wird auf die Produkte begrenzt, durch die sie finanziert wurde. Wenn es nicht möglich ist, diese Verantwortung festzulegen, übernimmt die Bewirtschaftungsinstanz die Verantwortung der Rücknahme proportional zu ihrem Marktanteil.
- die eventuelle Finanzierungsstrategie;
- die Modalitäten für die auf 80 % festgelegte Mindestdeckung der Kosten.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz nimmt bis zum 1. Oktober eine jährliche Aktualisierung ihres Finanzplans vor und legt diesen der Verwaltung zur Genehmigung vor.

Abschnitt 3 — Sonstige Bestimmungen

Art. 19 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz betreibt eine analytische Buchführung. Die Buchführung der Bewirtschaftungsinstanz muss derart geplant sein, dass die Ausgaben bezüglich der Matratzen häuslicher Herkunft einerseits und der Matratzen beruflicher Herkunft andererseits, sowie ihre eigenen Betriebskosten deutlich und unmissverständlich identifiziert werden können.

Die Bewirtschaftungsinstanz legt diese Buchführung und alle Belege der Verwaltung auf deren ersten Antrag vor.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz legt jährlich ihre Bilanz und Ertragsrechnung für das abgelaufene Jahr vor und lässt sie auf eigene Kosten von einem Betriebsrevisor begutachten. Der von dem Betriebsrevisor erstellte Bericht wird gemeinsam mit den gegebenenfalls vorhandenen Belegen der Verwaltung übermittelt.

Dieser Jahresbericht vermittelt ein ausführliches Bild von der Finanzierungsart des kollektiven Rücknahmesystems.

§ 3 Die Rücklagen und Rückstellungen der Bewirtschaftungsinstanz dürfen 18 Monate Betriebskosten, berechnet auf Basis des Durchschnitts der letzten 3 Jahre, nicht überschreiten. Wenn diese Regel überschritten wird, legt die Bewirtschaftungsinstanz der Verwaltung einen Bereinigungsplan der Rücklagen und Rückstellungen zur Genehmigung vor.

§ 4. Gemäß den Rechtsvorschriften in Sachen Rücknahmepflicht hinterlegt die Bewirtschaftungsinstanz eine finanzielle Sicherheit.

Der Betrag dieser Sicherheit, der von der Verwaltung festgelegt wird, entspricht den Kosten, die für die Übernahme der Bewirtschaftung der Altmatratten häuslicher Herkunft über einen Zeitraum von sechs Monaten eingeschätzt werden.

Die Sicherheit wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 des Erlasses hinterlegt, verlangt und zurückerstattet.

KAPITEL 5 — Die Bewirtschaftungsinstanz

Abschnitt 1 — Aufgaben der Bewirtschaftungsinstanz

Art. 20 - § 1. Die Organisationen haben die Bewirtschaftungsinstanz VALUMAT in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 23. März 2019 (Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen), das das Gesetz vom 27. Juni 1921 über die Verleihung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und gemeinnützige Einrichtungen in seiner durch das Gesetz vom 2. Mai über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen abgeänderten Fassung ersetzt, gegründet.

Die Bewirtschaftungsinstanz muss:

- 1° als alleiniges satzungsmäßiges Ziel die Übernahme der Rücknahmepflicht haben, die ihren Mitgliedern obliegt;
- 2° unter seinen Verwaltern oder den Personen, die für die Vereinigung Verpflichtungen eingehen können, nur Personen zählen, die im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sind;
- 3° unter seinen Verwaltern oder unter den Personen, die sich für den Betrieb verpflichten dürfen, keine Personen zählen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss wegen eines Verstoßes gegen die auf dem Gebiet der Wallonischen Region geltenden Umweltrechtsvorschriften oder gegen gleichwertige Rechtsvorschriften eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union verurteilt worden sind;
- 4° über ausreichende finanzielle Garantien und technische sowie menschliche Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu gewährleisten;
- 5° eine Buchhaltung vorlegen, die den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen entspricht;
- 6° weder direkt noch indirekt, u.a. durch Miteinschaltung einer Zweigstelle, operative Aktivitäten auf dem Gebiet der Bewirtschaftung der von der Rücknahmepflicht gedeckten Abfälle ausüben.

Die Bewirtschaftungsinstanz darf auf keinen Fall als kommerzieller Sponsor auftreten. Unter "kommerziellem Sponsoring" wird das Sponsoring verstanden, das in erster Linie das Ansehen der zugelassenen Einrichtung vergrößern soll. Sponsoring, das in erster Linie auf die Erfüllung des satzungsmäßigen Zwecks der zugelassenen Einrichtung abzielt, gilt nicht als "kommerzielles Sponsoring".

§ 2. Um ihre Ziele zu erreichen, besteht eine der vorrangigen Aufgaben der Bewirtschaftungsinstanz darin, die größtmögliche Anzahl von natürlichen oder juristischen Personen, die Matratzen herstellen oder importieren, zum Beitritt anzuspornen.

Die Bewirtschaftungsinstanz erfüllt für alle individuellen Rücknahmepflichtigen, die mit ihr einen Vertrag abgeschlossen haben, die sich aus dem Erlass und der vorliegenden Vereinbarung ergebenden Verpflichtungen.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz schließt einen Versicherungsvertrag ab, der die Schäden, die durch ihre Tätigkeit verursacht werden können, sowie die eventuellen Einkommensverluste im Falle von Ereignissen höherer Gewalt deckt, die unter anderem zum Verlust der gesammelten oder sortierten Abfälle führen.

§ 4. Spätestens drei Monate ab dem Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung legt die Bewirtschaftungsinstanz der Verwaltung einen strategischen Abfallvermeidungs- und Bewirtschaftungsplan vor, in dem die in Aussicht genommenen Aktionen zur Erreichung der Ziele in Sachen Vermeidung, Sammlung, Recycling und Verwertung für die Dauer der Vereinbarung bestimmt werden. Dieser strategische Plan umfasst mindestens die in Artikel 12, § 2, Ziffer 5, a) bis h) des Erlasses aufgeführten Punkte.

§ 5. Die Bewirtschaftungsinstanz erstellt jedes Jahr einen Bewirtschaftungsplan in Ausführung des in § 4 erwähnten strategischen Plans. Dieser Plan wird spätestens am 1. Oktober eines jeden Jahres vor dem Kalenderjahr seiner Durchführung der Verwaltung zur Genehmigung vorgelegt. Er umfasst den Abfallvermeidungsplan, den Kommunikationsplan und den Finanzplan.

Innerhalb von zwei Monaten genehmigt die Verwaltung den Durchführungsplan, verlangt zusätzliche Informationen oder lehnt diesen Plan ab. Falls nach dieser Frist keine Antwort vorliegt, gilt der Plan als genehmigt. Wenn die Verwaltung diesen Plan ablehnt, notifiziert sie der Bewirtschaftungsinstanz ihren Beschluss durch einen Einschreibebrief, in dem die Gründe für die Ablehnung angegeben werden. Die Bewirtschaftungsinstanz ist dann verpflichtet, innerhalb einer Frist von drei Monaten einen revidierten Plan einzureichen, in dem den von der Verwaltung geäußerten Kritiken Rechnung getragen wird.

§ 6. Die Bewirtschaftungsinstanz übernimmt die Durchführung der gesamten Verpflichtungen, die ihr in Ausführung der vorliegenden Vereinbarung obliegen, nämlich:

1° die Abfassung und Durchführung des Plans zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung und des jährlichen Durchführungsplans;

2° die in Artikel 21 der Vereinbarung vorgesehene Berichterstattung;

3° die Modalitäten für die Information an alle von der Ausführung der vorliegenden Vereinbarung betroffenen Beteiligten;

4° die Bewertung der Rücknahme der Altmatratten gemäß den Artikeln 9 bis 12 der vorliegenden Vereinbarung und die Bewertung der Behandlung der gesammelten Altmatratten;

5° die qualitative Überwachung der Sammlung, der Vorbehandlung und der Behandlung der Altmatratten;

6° die Berechnung der Ergebnisindikatoren;

7° die Finanzierung der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung und die Verwaltung der diesbezüglichen Finanzmittel gemäß Kapitel IV der Vereinbarung;

8° die Umsetzung der in den Artikeln 4 und 6 der vorliegenden Vereinbarung genannten Aktionen.

§ 7. Die Bewirtschaftungsinstanz gewährleistet die größtmögliche Einheitlichkeit auf administrativer und logistischer Ebene. Alle betroffenen Parteien beraten miteinander über die Modalitäten zur Arbeitsweise der Bewirtschaftungsinstanz.

§ 8. Die Bewirtschaftungsinstanz handelt in völliger Transparenz und behandelt gleich und nichtdiskriminierend die juristischen Personen öffentlichen Rechts und Dienstleistungserbringer, an die sie sich für die Ausführung der Rücknahmepflicht, mit der sie betraut wird, wendet.

§ 9. Die Bewirtschaftungsinstanz unterstützt im Kontext der Kreislaufwirtschaft lokale Aktionen, die sich positiv auf die Beschäftigung in der Wallonie auswirken, achtet darauf, die Entwicklung von ambitionierten und innovativen Recyclingwegen zu fördern und arbeitet zu diesem Zweck insbesondere mit den Wettbewerbspolen in der Wallonie zusammen.

§ 10. Die Verwaltung wird als ständiger Beobachter der Region zu allen Versammlungen des Verwaltungsrats oder der Entscheidungsorganen der Bewirtschaftungsinstanz sowie zu den Generalversammlungen und zu jeder anderen Versammlung zur Vorbereitung der vom Verwaltungsrat zu fassenden Beschlüsse eingeladen, ohne dass sie jedoch über ein Wahlrecht verfügt. Der Verwaltung wird eine Abschrift aller Protokolle des Verwaltungsrats übermittelt.

Sie erhält die Einberufungen, die vorbereitenden Dokumente und die Sitzungsberichte zur gleichen Zeit wie die Mitglieder dieser Organe.

Die Verwaltung kann alle Punkte, die ihr zur Stellungnahme oder Genehmigung vorgelegt werden, während der Sitzung des Verwaltungsrats erörtern.

Abschnitt 2 — Informations- und Berichterstattungspflicht.

Art. 21 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz stellt der Verwaltung in Übereinstimmung mit § 3 alle Informationen zur Verfügung, die diese für die Bewertung der gemäß dieser Vereinbarung zu erreichenden Ziele und zur Erreichung der allgemeinen Ziele in Bezug auf die Kontrolle der Umsetzung des Erlasses für nützlich hält.

Die Bewirtschaftungsinstanz gewährleistet die Nachweisbarkeit und die Überprüfbarkeit der Angaben betreffend die gesammelten und behandelten Abfälle. Die zur Verfügung gestellten Angaben müssen es der Verwaltung möglich machen, ihren Verpflichtungen auf europäischer Ebene nachzukommen.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz und die Region bürgen für die Vertraulichkeit der Marktdaten der einzelnen betroffenen Betriebe, wie unter anderem Daten zum Handel mit neuen Matratzen oder zu den Betrieben, die Altmatratten sammeln und behandeln, und dies unter Einhaltung der Bestimmungen des Umweltgesetzbuches über das Recht der Öffentlichkeit auf den Zugang zu Umweltinformationen und in Übereinstimmung mit dem Wettbewerbsrecht.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz übermittelt der Verwaltung vor dem 20. April eines jeden Jahres einen Bericht, in dem folgende Daten bezüglich des vorigen Kalenderjahres enthalten sind:

1° die in Kilogramm und Einheiten ausgedrückte Gesamtmenge der in Belgien von den Mitgliedern und Angehörigen auf den Markt gebrachten Matratzen;

die in der Wallonischen Region auf den Markt gebrachte Menge wird auf der Grundlage der in Belgien auf den Markt gebrachten Menge mittels eines Verteilerschlüssels der nationalen Mengen pro Region berechnet. Dieser Verteilerschlüssel wird von der Bewirtschaftungsinstanz und der Verwaltung im gemeinsamen Einvernehmen bestimmt;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region eingesammelten Almatratzen je nach Sammelkanal, wobei die Matratzen häuslicher Herkunft von den Matratzen beruflicher Herkunft unterscheidet werden;

3° die Liste der Sammler und Sortierer-Zerleger, mit denen die Bewirtschaftungsinstanz eine Zusammenarbeitsvereinbarung abgeschlossen hat, vorzugsweise online;

4° die Anlagen, in denen die gesammelten Almatratzen behandelt worden sind, die Beschreibung ihres Behandlungsverfahrens sowie die Menge pro Anlage.

Bis 2025 werden die Angaben aufgeteilt, je nachdem, ob die Matratzen in der Wallonischen Region, in Belgien, in der Europäischen Union und außerhalb der Europäischen Union behandelt werden. Im letzteren Fall sind in dem Bericht die Maßnahmen darzulegen, die ergriffen wurden, um sicherzustellen, dass die Behandlung der Abfälle den Zielen des Erlasses und den zu dessen Ausführung erlassenen Bestimmungen entspricht und unter Bedingungen erfolgt, die den geltenden Umweltvorschriften und den grundlegenden Übereinkommen der Internationalen Arbeitsorganisation entsprechen, auch wenn diese Übereinkommen von den Staaten, in denen die Abfälle behandelt werden, nicht ratifiziert worden sind;

5° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Almatratzen, die

a) sortiert wurde, um über die Vorbereitung zur Wiederverwendung wiederverwendet zu werden;

b) recycelt wurde;

c) verwertet wurde;

6° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Stoffe aus der Behandlung von Almatratzen, die:

a) wiederverwendet wurden;

b) recycelt wurden;

c) verwertet wurden;

d) beseitigt wurden;

7° die Erwartungen in Bezug auf die in Kilogramm ausgedrückte, nach dem in Ziffer 1 genannten Verteilerschlüssel bestimmte gesamte Menge der Matratzen, die im laufenden Jahr in der Wallonischen Region auf den Markt gebracht werden;

8° die Angaben, die zur Bewertung der Aktionen zur Abfallvermeidung und zur Berechnung der Ergebnisindikatoren sowie zur Bewertung des Abfallbewirtschaftungsplans notwendig sind;

9° der Finanzplan und der/die der Bewirtschaftungsinstanz überwiesene(n) Beitrag/Beiträge, einschließlich der betreffenden Berechnungsmodalitäten, und die Liste der Mitglieder und Angehörigen der Bewirtschaftungsinstanz vorzugsweise online;

10° der Abfallbewirtschaftungsplan;

11° die unternommenen Sensibilisierungs- bzw. Kommunikationsaktionen;

12° die Informationen bezüglich der wirtschaftlichen Marktbedingungen für die Sammlung und Behandlung der Almatratzen. Diese Informationen werden nach Beitragskategorie im Einzelnen angegeben.

Innerhalb derselben Frist übermittelt die Bewirtschaftungsinstanz den für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts eine Synthese der Informationen, die in dem oben erwähnten Bericht angeführt werden und sich auf die Bewirtschaftung der Almatratzen häuslicher Herkunft beziehen.

§ 4. Die in der vorliegenden Vereinbarung erwähnten geschäftlichen Daten werden bei den Mitgliedern und Angehörigen von einer von der Bewirtschaftungsinstanz bestellten externen Einheit erhoben. Die somit erhaltenen Daten werden von der externen Einheit in einen Gesamtbericht integriert, der alle Mitglieder und Angehörigen derart umfasst, dass es unmöglich ist, daraus Marktdaten wie u.a. Preis, Kosten, Marktanteile von einzelnen Betrieben abzuleiten. Die Bewirtschaftungsinstanz sorgt dafür, dass die zum Sammeln der oben angegebenen Auskünfte bestellte externe Einheit angemessene Garantien in Bezug auf die vertrauliche Behandlung der übermittelten Daten bietet. Zu diesem Zweck wird eine Vertraulichkeitsvereinbarung unterschrieben.

§ 5. Die Bewirtschaftungsinstanz lässt mindestens einmal im Jahr von einer im Absprache mit der Verwaltung bestimmten unabhängigen Einrichtung überprüfen, ob die an der Bewirtschaftung der Almatratzen beteiligten Betreiber die in Artikel 13 § 1 vorgesehenen Zusammenarbeitsvereinbarungen einhalten. Ein Bericht wird jährlich an die Verwaltung gerichtet.

§ 7. Die Bewirtschaftungsinstanz veröffentlicht ihren Jahresbericht auf ihrer Webseite.

§ 8. Der Bericht muss folgende Regeln enthalten:

1° Die der Verwaltung im Rahmen der Rücknahmepflicht übermittelten statistischen Daten werden zu Lasten der Bewirtschaftungsinstanz von einer unabhängigen Prüfstelle bescheinigt;

2° Die statistischen Daten, die von den Sammlern und Zerlegungszentren, die eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen haben, der Bewirtschaftungsinstanz im Rahmen der Rücknahmepflicht übermittelt werden, müssen mindestens einmal alle drei Jahre von einer unabhängigen, von der Bewirtschaftungsinstanz bevollmächtigten Prüfstelle bescheinigt werden;

3° Die von den Herstellern im Rahmen der Rücknahmepflicht übermittelten statistischen Daten werden von der Bewirtschaftungsinstanz überprüft; die Bewirtschaftungsinstanz überprüft alle Mitglieder und Angehörigen, die mindestens 90% der auf den Markt gebrachten Mengen darstellen, mindestens einmal alle drei Jahre und erstattet der Verwaltung jährlich über diese Aktion sowie deren Ergebnisse Bericht;

4° Die Finanzdaten werden von einem Betriebsrevisor überprüft, ebenso wie die sich aus der Umweltvereinbarung ergebenden Verpflichtungen, insbesondere in Bezug auf die Rücklagen und Rückstellungen. Der Revisor richtet jedes Jahr einen schriftlichen Bericht an die Verwaltung und an die Bewirtschaftungsinstanz;

5° Die Behandlungsanlagen sind Gegenstand eines Jahresberichts über deren Prozess, die Recyclingeffizienz und die anfallenden Rückstände.

Abschnitt 3 — Beitritt zur Bewirtschaftungsinstanz

Art. 22 - § 1. Die Bewirtschaftungsinstanz kann keinem Rücknahmepflichtigen, für den die Rücknahmepflicht für Almatratzen gilt, den Beitritt verweigern, außer aus schwerwiegenden Gründen, die bei der Verwaltung gebührend zu begründen sind.

Ein Beitragsvertrag wird zwischen den individuellen Rücknahmepflichtigen und der Bewirtschaftungsinstanz abgeschlossen.

Durch den Beitragsvertrag wird gewährleistet, dass keine Diskriminierung und Wettbewerbsverzerrung zwischen den Rücknahmepflichtigen stattfindet; darin werden die Kündigungsverfahren und Ausschlussmechanismen näher bestimmt. Er enthält die erforderlichen Bestimmungen, die die Finanzierung der Durchführung der Pflicht zur Rücknahme der während der Dauer des Beitragsvertrags auf den Markt gebrachten Matratzen gewährleisten, auch wenn der Rücknahmepflichtige nicht mehr an eine Umweltvereinbarung gebunden ist.

Im Beitragsvertrag wird vorgesehen, dass die individuellen Rücknahmepflichtigen die Durchführung ihrer jeweiligen Rücknahmepflicht auf die Bewirtschaftungsinstanz übertragen.

Der Musterbeitragsvertrag sowie seine Abänderungen werden vorher der Verwaltung zur Stellungnahme unterbreitet.

§ 2. Die Bewirtschaftungsinstanz wendet für die Kalenderjahre vor dem Jahr des Beitritts eine rückwirkende Beitragsregelung an, mit Ausnahme der Jahre, in denen:

- keine Matratze auf den Markt gebracht wurde;
- der individuelle Rücknahmepflichtige belegt, dass er seine Rücknahmepflicht erfüllt hat;
- der Rücknahmepflichtige Gegenstand einer strafrechtlichen Sanktion auf der Grundlage von Artikel 52 des Dekrets war.

Im Falle eines rückwirkenden Beitritts kann die Bewirtschaftungsinstanz Verzugszinsen für die Kalenderjahre vor dem Jahr des Beitritts verlangen, und zwar in Höhe der Summe, die zu zahlen wäre, wenn zum gesetzlichen Satz berechnete Zinsen auf die rückwirkenden Beiträge angewandt würden.

§ 3. Die Bewirtschaftungsinstanz erstattet jedem Angehörigen, der es ausdrücklich beantragt, einen Betrag für die Menge neuer Matratzen, die er hergestellt oder importiert hat und die er einem Händler/Vertreiber geliefert hat, der sie wieder exportiert hat. Der zu erstattende Betrag entspricht dem Beitrag, den der Angehörige der Bewirtschaftungsinstanz bei der Vermarktung der besagten Matratzenmenge gezahlt hat. Zu diesem Zweck informiert das Mitglied oder der Angehörige nach dem von der Bewirtschaftungsinstanz erstellten Muster die Bewirtschaftungsinstanz über die Matratzenmengen, die wieder exportiert wurden, und zwar anhand einer ehrenwörtlichen Erklärung, die dem Angehörigen von diesem Händler/Vertreiber oder über eine von dem Angehörigen bevollmächtigte Dritte zur Verfügung gestellt wird.

Die Bewirtschaftungsinstanz nimmt jährlich die Erstattung der Beiträge vorbehaltlich einer Regularisierung der endgültigen Jahreserklärung des Mitglieds oder Angehörigen vor.

KAPITEL 6 — Verpflichtungen seitens der Wallonischen Region

Art. 23 - § 1. Die Wallonische Region ergreift Initiativen gegenüber den anderen regionalen Behörden, um in den drei Regionen die Rechtsvorschriften in Sachen Rücknahmepflicht von Almatratzen sowohl häuslicher, als auch beruflicher Herkunft möglichst aufeinander abzustimmen.

§ 2. Die Region verpflichtet sich, darauf zu achten, dass alle Beteiligten die Rücknahmepflicht streng anwenden und dass für Verstöße Bußgelder verhängt werden. Die Region verpflichtet sich, bei allen Beteiligten die notwendigen Kontrollen durchzuführen zu lassen. Diese Verpflichtung betrifft ebenfalls die Hersteller, die im Ausland gelegen sind und die auf dem belgischen Markt Matratzen über das E-Commerce in Verkehr bringen, sowie die Online-Marktplätze.

§ 3. Die Region verpflichtet sich bei der Genehmigung der individuellen Bewirtschaftungspläne, die von anderen Unternehmen eingereicht werden, als denjenigen, die an die vorliegende Vereinbarung gebunden sind, Grundsätze anzuwenden, die den Grundsätzen der vorliegenden Umweltvereinbarung entsprechen.

KAPITEL 7 — Schlussbestimmungen.

Abschnitt 1 — Begleitausschuss "Almatratzen häuslicher Herkunft"

Art. 24 - § 1. Es wird ein Begleitausschuss "Almatratzen häuslicher Herkunft" eingerichtet, der sich aus drei Vertretern der Bewirtschaftungsinstanz, zwei Vertretern der Verwaltung, zwei Beauftragten der für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts, einem Vertreter der zugelassenen Wiederverwendungszentren, einem Vertreter von DENUO und einem Vertreter des Ministers für Umwelt zusammensetzt.

Dieser Ausschuss verfolgt die Durchführung der Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung, was die Almatratzen häuslicher Herkunft betrifft. Er überprüft alle eventuellen Probleme, die im Rahmen der Vereinbarung auftreten und macht dem Verwaltungsrat der Bewirtschaftungsinstanz gegebenenfalls die Vorschläge, die ihm erforderlich erscheinen.

§ 2. Der Begleitausschuss tritt mindestens einmal im Jahr auf Initiative der Bewirtschaftungsinstanz oder auf Antrag einer der Parteien zusammen.

Abschnitt 2 — Streitkommission

Art. 25 - § 1. Im Streitfall hinsichtlich der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung wird eine Streitsachenkommission gemäß Artikel 19, § 1, 8° des Erlasses vom 23. September 2010 eingerichtet. Diese Kommission wird je nach der Ernsthaftigkeit des Streitfalls gebildet und setzt sich stets aus mindestens zwei Vertretern der Verwaltung, drei Vertretern der Bewirtschaftungsinstanz und einem Vertreter des Ministers für Umwelt zusammen.

§ 2. Das Sekretariat der Kommission wird von der Verwaltung übernommen. Die Beschlüsse der Kommission werden im Konsens gefasst. Wenn kein Konsens erreicht werden kann, erstattet die Kommission dem Minister für Umwelt Bericht.

§ 3. In Erwartung des Beschlusses der Streitsachenkommission führt die Bewirtschaftungsinstanz ihre Tätigkeiten mit der Sorgfalt eines guten Familienvaters und unter Einhaltung der Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung fort.

Abschnitt 3 — Arbeitsgruppe der Betreiber — Forum

Art. 26 - Die Bewirtschaftungsinstanz organisiert ein Forum mit allen Akteuren mit dem Ziel, die Modalitäten für die Rücknahme der Altmatratzen sowohl hinsichtlich der Nutzung als auch der Sammlung, der Sortierung und der Behandlung zu optimieren.

Abschnitt 4 — Dauer und Ende der Vereinbarung

Art. 27 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird für einen Zeitraum von zwei Jahren abgeschlossen. Sie tritt gemäß Artikel D85 des Buches I des Umweltgesetzbuches 10 Tage nach ihrer Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

§ 2. Eine Bewertung der Vereinbarung wird von den Parteien spätestens zwei Jahre nach deren Inkrafttreten gemäß Artikel 88, § 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches vorgenommen.

§ 3. Nach Ablauf der Vereinbarung gelten alle seit dem Abschluss dieser Vereinbarung vorgenommenen Änderungen des Rechtsrahmens als durch das allgemeine Interesse erforderlich und gelten von Rechts wegen für die Parteien.

Abschnitt 5 — Abänderungen

Art. 28 - § 1. Die Bestimmungen der vorliegenden Umweltvereinbarung werden in gegenseitigem Einvernehmen angepasst, um mit einer eventuellen Abänderung des europäischen oder föderalen Rechts in dieser Sache oder mit jeder anderen sich aus dem internationalen Recht ergebenden Verpflichtung im Einklang zu stehen.

§ 2. Die vorliegende Vereinbarung kann mit der Zustimmung aller Parteien und unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Umweltvereinbarungen abgeändert werden.

Abschnitt 6 — Auflösung

Art. 29 - § 1. Die vorliegende Vereinbarung kann einseitig oder gemeinsam unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch I des Umweltgesetzbuches, des Dekrets und des Erlasses unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten aufgelöst werden. Falls die Kündigung nicht von der Wallonischen Region beantragt wird, muss sie von den anderen Parteien gemeinsam beantragt werden.

§ 2. Die Kündigung wird zur Vermeidung der Nichtigkeit allen Unterzeichnern der Vereinbarung per Einschreiben bei der Post notifiziert. Die Kündigungsfrist läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Notifizierung folgt.

Abschnitt 7 — Zuständigkeitsklausel

Art. 30 - Jeder sich aus der vorliegenden Vereinbarung ergebende oder mit ihr verbundene Streitfall, für den keine Lösung innerhalb der in Artikel 24 der vorliegenden Vereinbarung erwähnten Streitsachenkommission gefunden werden kann, wird den Gerichten des Gerichtsbezirks NAMUR vorgelegt.

Abschnitt 8 — Strafklausel

Art. 31 - § 1. Im Falle der Nichtbeachtung der vorerwähnten Bestimmungen, die durch die Region festgestellt und der Bewirtschaftungsinstanz per Einschreiben notifiziert wurde, reicht Letztere innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Notifizierung der Feststellung des Verstoßes bei der Verwaltung einen Anpassungsplan ein.

§ 2. Falls die Verwaltung diesen Plan ablehnt, notifiziert sie dies der Bewirtschaftungsinstanz durch einen Einschreibebrief, in dem die Gründe für die Ablehnung angegeben werden. Die Bewirtschaftungsinstanz muss dann zur Vermeidung einer finanziellen Sanktion in Höhe von 15.000 Euro (fünfzehntausend Euro), die der Verwaltung zu zahlen sind, innerhalb von einem Monat einen revidierten Plan einreichen, in dem den von der Verwaltung geäußerten Kritiken Rechnung getragen wird.

§ 3. Bei dem Minister für Umwelt kann gegen den Beschluss der Verwaltung Beschwerde eingereicht werden. Der Minister für Umwelt befindet über diese Beschwerde innerhalb einer Frist von vierzig Tagen.

Abschnitt 9 — Schlussbestimmungen

Art. 32 - Die Vereinbarung wurde am 5 juli 2022 in Namur abgeschlossen und von den Vertretern aller Parteien unterzeichnet.

Jede Partei erklärt, ein Exemplar dieser Vereinbarung erhalten zu haben.

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt,

C. TELLIER

Für die Organisationen:

Im Namen der VoG Fedustria,

F. DE JAEGER,

Beigeordneter Generaldirektor

Im Namen der VoG Comeos,

D. MICHEL,

Geschäftsführender Verwalter

Im Namen der VoG Navem,

R. DE BELIE,

Vorsitzender

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2022/33180]

**16 DECEMBER 2021. — Milieubeleidsovereenkomst
betreffende de terugnameplicht voor afgedankte matrassen. — Erratum**

Bovenvermelde overeenkomst, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 2022, bladzijde 12963, wordt vervangen door volgende tekst:

5 JULI 2022. — Milieubeleidsovereenkomst betreffende de terugnameplicht voor afgedankte matrassen

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2021;

Overwegende dat het beginsel de "vervuiler betaalt" toegepast dient te worden;

Overwegende dat de sectoren die matrassen produceren geresponsabiliseerd moeten worden en dat gepleit moet worden voor de recycling en de valorisatie van afgedankte matrassen om een optimale bescherming van het leefmilieu te garanderen;

Overwegende dat de partijen de kwaliteit, de doeltreffendheid en de doorzichtigheid van de ophaling en de verwerking van afgewerkte oliën wensen te optimaliseren en te verbeteren met inachtneming van de billijkheid tussen de actoren;

Overwegende dat de beheers- en preventieprincipes moeten bijdragen tot een beter ecologisch prestatievermogen van alle betrokken economische actoren;

Overwegende dat het geboden is de sensibilisering en de informatie van de gehele sector te versterken;

Gelet op het "Plan wallon des Déchets-Ressources" (Waals plan inzake afval en grondstoffen), en meer bepaald artikel 41 van boek 2, waarin wordt bepaald dat om "het hergebruik van goederen te bevorderen door middel van een verplichting om in het wetgevingskader resultaten op het gebied van hergebruik te boeken", het dienstig is "een gekwantificeerde doelstelling inzake hergebruik per afvalstroom op te leggen, die losstaat van de recyclingdoelstelling in de wetgeving";

Overwegende dat het voornoemde besluit van de Waalse regering van 23 september 2010 voorziet in een indicatieve doelstelling op het gebied van hergebruik;

De volgende partijen:

1° het Waalse Gewest;

vertegenwoordigd door de heer Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering, en door mevr. Céline Tellier, Minister van Leefmilieu,

hierna het Gewest genoemd;

2° de volgende representatieve organisaties:

- de VZW FEDUSTRIA, Belgische Federatie van de Textiel-, hout- en meubelindustrie, gevestigd Hof ter Vleestdreef 5/1 te 1070 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Filip De Jaeger, Adjunct directeur-generaal;

- de VZW, Belgische Federatie voor de handel en diensten COMEOS, gevestigd Edmond Van Nieuwenhuyzelaan 8, te 1160 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Dominique MICHEL, Gedelegeerd bestuurder;

- Navem VZW, Nationale Beroepsvereniging van meubelhandelaars, gevestigd Hof ter Vleestdreef 5/1 te 1070 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Reginald De Belie, Voorzitter

Hierna de organisaties genoemd;

Komen hetgeen volgt overeen:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Doel van de overeenkomst**

Artikel 1. § 1. Deze overeenkomst beoogt de vastlegging van de modaliteiten tot uitvoering van de terugnameplicht voor afgedankte matrassen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen.

§ 2. De overeenkomst beoogt de bevordering van preventie alsmede een beter beheer en recycling van de afgedankte matrassen via de selectieve ophaling en de gepaste verwerking ervan, met inachtneming van de sanitaire, organisationele, technische, economische en ecologische verplichtingen in het kader van de duurzame ontwikkeling.

§ 3. De overeenkomst beoogt ook zoveel mogelijk de harmonisatie van de modaliteiten voor de uitvoering van de terugnameplicht in de drie Gewesten.

§ 4. De organisaties wijzen de VZW VALUMAT aan als beheersorgaan dat belast is met de terugnameplicht van afgedankte matrassen.

Afdeling 2. — Begrippen en definities

Art. 2. § 1. De begrippen en definities bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, in het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek en in het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan zijn van toepassing op deze overeenkomst, en aangevuld met de onderstaande definities.

§ 2. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt bovendien verstaan onder:

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd;

2° besluit: het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, zoals gewijzigd;

5° terugnameplichtige : de producent van matrassen in de zin van artikel 2, *20bis* van het decreet

4° beheersorgaan : de instelling in de vorm van een v.z.w., opgericht door de organisaties overeenkomstig artikel 22 van het besluit, met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen van de overeenkomst;

5° VALUMAT: beheersorgaan opgericht op 26 juni 2017 door de organisaties en waarvan de statuten in de Franse taal werden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 juli 2017;

6° Administratie: de administratie in de zin van artikel 2, 22°, van het decreet;

7° lid : elk lid van één van de ondertekende organisaties, dat zijn organisatie machtig heeft verleend en vanwege zijn activiteiten aan de terugnameplicht voor afgedankte matrassen onderworpen is en de uitvoering van zijn terugnameplicht aan het beheersorgaan toevertrouwt;

8°. aangeslotene : elke producent of invoerder van matrassen die met de beheersorganisatie een toetredingsovereenkomst heeft gesloten en de uitvoering van zijn terugnameplicht aan deze organisatie toevertrouwt;

9°. COPIDEC: "Conférence permanente des intercommunales wallonnes de gestion des déchets", opgericht op 17 oktober 2013 door haar leden en waarvan de statuten in het Frans zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 november 2013;

10°. RESSOURCES : Federatie van ondernemingen uit de sociale of solidaire economie die actief zijn op het gebied van afvalvermindering door middel van terugwinning, hergebruik en valorisatie van hulpbronnen, opgericht op 2 februari 1999 door haar leden en waarvan de statuten in het Frans zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1999;

11°. DENUO: Belgische federatie van de afval- en recyclagesector, opgericht op 21 juni 1991 door haar leden en waarvan de statuten in het Frans werden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 2021.

Afdeling 3. — Toepassingsgebied en algemene beginselen

Art. 3. § 1. De milieubeleidsovereenkomst wordt tussen bovengenoemde partijen gesloten overeenkomstig het decreet en het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek. Deze overeenkomst bindt de ondertekende partijen alsmede de leden en de aangeslotenen.

De lijst van de leden en aangeslotenen wordt bijgehouden en jaarlijks vóór 20 april overgemaakt aan de Administratie.

De organisaties en het beheersorgaan verbinden zich ertoe hun leden en aangeslotenen te informeren over de verplichtingen die deze overeenkomst oplegt.

Het beheersorgaan is gehouden aan de uitvoering van de verplichtingen opgelegd aan de terugnameplichtigen, leden of aangeslotenen bij het beheersorgaan, overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit.

2. De terugnameplicht is slechts van toepassing op de afgedankte matrassen vermeld onder de volgende afvalcodes:

20 03 07 Grofvuil

3. De milieubeleidsovereenkomst is van toepassing op afgedankte matrassen van huishoudelijke en professionele oorsprong, Deze overeenkomst is van toepassing op:

- alle matrassen die in de handel worden gebracht door alle producenten die een aansluitingscontract met het beheersorgaan hebben gesloten;

- alle afgedankte matrassen voor huishoudelijk, zakelijk en institutioneel gebruik van matrassen die op de markt zijn gebracht door alle producenten die een aansluitingscontract met het beheersorgaan hebben gesloten.

Het beheersorgaan onderwerpt de criteria op grond waarvan een onderscheid gemaakt wordt tussen de producten waarvan de afval als huisvuil beschouwd moet worden en de overige producten waarvan de afvalstoffen als beroepsafvalstoffen moeten worden beschouwd aan de goedkeuring van de Administratie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, 2°, van het decreet.

§ 4. De terugnameplicht wordt uitgevoerd onverminderd de gemeentelijke bevoegdheden inzake ophaling van huishoudelijk afval, volksgezondheid en veiligheid.

Afdeling 4. — Goed bestuur

Art. 4. § 1. De toepassing van onderhavige overeenkomst door de ondertekenaars gebeurt in overeenstemming met de volgende principes van goed bestuur:

- transparantie van de informatie;
- opvolgingsproces bij de ontwikkeling van studies;
- vertrouwelijkheid van de gegevens die een legitiem economisch belang beschermt.
- invoering van beginselen van goed gedrag voor de ondertekende partijen bij het verdrag.

§ 2. Het beheersorgaan implementeert deze overeenkomst integraal op een positieve, professionele en transparante manier met het oog op de naleving van de milieudoelstellingen van de overeenkomst.

HOOFDSTUK 2. — Preventie en sensibilisering

Afdeling 1. — Preventie

Art. 5. § 1. Binnen drie maanden na de datum van deze overeenkomst stelt het beheersorgaan een preventieplan op ter bevordering van de preventie van afval dat afkomstig is van matrassen die door de leden en de aangeslotenen van het beheersorgaan in de handel worden gebracht. Het specificert ten minste :

1° de lijst van de maatregelen die reeds door het beheersorgaan of door haar leden en aangeslotenen zijn genomen ter beperking van de hoeveelheid afval en/of ter vermindering van de schadelijkheid ervan voor het leefmilieu, en het resultaat ervan;

2° de door het beheersorgaan of haar leden geplande preventiemaatregelen, de kwantitatieve en/of kwalitatieve doelstellingen, de controle-indicatoren en het tijdschema voor de actie.

Het beheersorgaan legt haar preventieplan ter goedkeuring voor aan de Administratie.

De maatregelen betreffen onder meer:

a) de sensibilisering van de verbruiker, zowel de particulier als de professionele gebruiker, voor :

- de samenstelling en mogelijke milieueffecten van nieuwe matrassen en hun verpakking;
- de mogelijke effecten van de afgedankte matrassen op het leefmilieu en de gezondheid van de mens;
- *het optimale gebruik van matrassen;*

b) de ontwikkeling en bevordering van matrassen die gemakkelijk te ontmantelen en te recycleren zijn, en van matrassen met een lange levensduur.

§ 2. Het beheersorgaan stelt de maatregelen vast die de in § 1 bedoelde initiatieven beschrijven om de kwalitatieve en kwantitatieve preventie te bevorderen. Het beheersorgaan definieert de criteria voor de evaluatie van de preventiemaatregelen. Die preventiemaatregelen maken noodzakelijk deel uit van het jaarlijkse uitvoeringsplan bedoeld in artikel 20. Ze worden jaarlijks geëvalueerd en desnoods aangepast.

Afdeling 2. — Ecoconceptie. — Ecomodulatie

Art. 6. § 1. Het beheersorgaan en de producenten die met het beheersorgaan een toetredingsovereenkomst hebben gesloten, nemen de nodige initiatieven op het gebied van preventie en ecoconceptie om de milieueffecten van afgedankte matrassen te verminderen, zonder afbreuk te doen aan het slapcomfort en de productdifferentiatie. Deze initiatieven zijn gericht op verschillende acties:

- in samenwerking met de Europese industriefederaties een "matrassenlabel" ontwerpen dat de consumenten, alsmede de demontage- en recyclingbedrijven, informeert over de in matrassen gebruikte materialen. Het beheersorgaan en de producenten streven ernaar het "matrassenlabel" tegen 2025 operationeel te hebben voor alle matrassen die op de markt worden gebracht, hetzij fysiek, hetzij elektronisch;

- Onderzoek ontwikkelen naar duurzame materialen en assemblagetechnieken om matrassen aan het eind van hun levensduur gemakkelijker te kunnen ontmantelen en recyclen. Het beheersorgaan betreft alle belanghebbenden, van grondstofproducenten tot recycleerders, bij zijn werkzaamheden en richt daartoe een werkgroep "Ontwerpen voor Circulariteit" op. Deze werkgroep werkt aan richtsnoeren voor ecologisch ontwerp die in 2023 zullen worden verspreid onder alle producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorgaan hebben ondertekend;

- de mogelijkheid onderzoeken om ecomodulatie toe te passen. Ecomodulatie moet gebaseerd zijn op wetenschappelijk onderbouwde ontwerpbeginnissen inzake het gebruik van hulpbronnen met een gesloten cyclus, die in overleg met de verschillende belanghebbenden zijn ontwikkeld. De beginselen van de ecomodulatie moeten gemakkelijk kunnen worden toegepast door de producenten en gemakkelijk kunnen worden gecontroleerd. Vanaf 2025 past het beheersorgaan de ecomodulatie toe

- nieuwe modellen voor circulaire economie testen;

- de ontwikkeling van behandelingstechnieken op nationaal en internationaal niveau volgen;

- ernaar streven het hergebruik van gebruikte matrassen die in de ophalingsketen terechtkomen, te vergroten;

- een handvest opstellen waarin producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorgaan hebben gesloten, zich ertoe verbinden individueel te investeren in de ontwikkeling van matrasconcepten volgens het principe van een gesloten cyclus van hulpbronnen. In het handvest is bepaald dat de producenten bij het beheersorgaan verslag moeten uitbrengen over de genomen maatregelen. Het beheersorgaan zendt een samenvattend verslag hierover aan de Administratie;

- de doelstelling verwezenlijken dat tegen 2025 25% van de matrassen die op de markt worden gebracht door producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorgaan hebben ondertekend, gemakkelijk demonteerbaar en recycleerbaar moeten zijn. Het doel is 50% en 90% tegen respectievelijk 2027 en 2029.

- nagaan of uniforme ophalingscontainers nodig zijn. Het beheersorgaan houdt bij de keuze van de ophaalcontainers rekening met het milieueffect van de container. Waar deze betrekking hebben op de ophaling in recyclageparken, wordt de reflectie uitgevoerd in samenwerking met COPIDEC.

Afdeling 3. — Sensibilisering. — Informatie

Art. 7. § 1. Om de doelstellingen van deze overeenkomst te halen, verbindt het beheersorgaan zich ertoe informatie- en sensibiliseringscampagnes te voeren. De intensiteit, de vorm en de inhoud van de informatie- en sensibiliseringscampagnes worden aangepast naar gelang van de behaalde resultaten.

Het beheersorgaan vult zijn communicatie- en sensibiliseringscampagnes aan met een sensibiliseringscampagne ter voorkoming van afgedankte matrassen, o.a. door informatie aan de verbruikers en de beroepsgebruikers te verstrekken over de voordelen en mogelijkheden om matrassen te gebruiken die gemakkelijk kunnen worden gedemonteerd en gerecycleerd.

Het beheersorgaan ontwikkelt ook informatie- en bewustmakingscampagnes over :

- de verplichting om afgedankte droge matrassen selectief in te zamelen;
- de beschikbare inzamelings- en recyclingsystemen;
- de rol van de belanghebbenden bij het hergebruik en de recycling van afgedankte matrassen.

Voor de communicatie met de consumenten raadpleegt het beheersorgaan de bevoegde publiekrechtelijke rechtspersonen en werkt het met hen samen aan de communicatie ter plaatse overeenkomstig het besluit.

Ontwerpen van voorlichtings- en bewustmakingscampagnes worden ter goedkeuring voorgelegd aan de administratie. Indien de informatiecampagnes niet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst of nadelig zijn voor de campagnes van algemeen nut gevoerd door het Gewest, moet het beheersorgaan zijn informatiecampagnes dienovereenkomstig aanpassen.

De informatie- en sensibiliseringscampagnes moeten voldoen aan de regelgeving inzake taalgebruik.

§ 2. Het beheersorgaan stelt een communicatieplan op voor de duur van het milieubeleidsovereenkomst. Dit communicatieplan maakt deel uit van het beheersplan bedoeld in artikel 20, § 5 en omvat minstens de strategische doelstellingen en algemene krachtlijnen.

Het plan omvat het aantal en de reikwijdte van de campagnes, de doelgroepen die een afzonderlijke aanpak rechtvaardigen, de voorgestelde communicatiemethoden en de methoden voor de evaluatie van de campagnes.

§ 3. Indien de inzamelingsdoelstellingen niet worden bereikt, zal het beheersorgaan een studie uitvoeren om na te gaan of er in Wallonië nog doelgroepen te bereiken zijn, dan wel of het betrokken doel een limiet heeft bereikt; in dat geval zal hij nieuwe wegen zoeken om de nog op de verzamelbare afgedankte matrassen in te zamelen.

§ 4. Indien de inzamelingsdoelstellingen niet worden gehaald, zullen in Wallonië gerichte en geaccentueerde voorlichtings- en bewustmakingscampagnes worden gevoerd. De doeltreffendheid van de gerichte campagnes zal bij deze verschillende groepen worden gemeten.

§ 5. Het beheersorgaan bezorgt de Administratie elk jaar een vooruitlopend plan en een rapport over de gevoerde informatie- en sensibiliseringscampagnes en de bereikte resultaten. De rapportage over de bereikte resultaten omvat de lijst van uitgevoerde acties en de beoordeling van de relevantie ervan, alsmede de doelgroepen en de gebruikte instrumenten.

§ 6. Het beheersorgaan evalueert en houdt rekening met de resultaten van de evaluatie van haar jaarlijkse informatie- en sensibiliseringscampagnes bij het opzetten van volgende campagnes.

§ 1. De detailhandelaar informeert de consument over de wijze waarop hij in elk van zijn verkooppunten aan zijn terugnameplicht voldoet. De consument moet ook worden geïnformeerd wanneer hij online koopt (e-handel). Het door de beheersorganisatie beschikbaar gestelde informatiemateriaal wordt vooraf voor advies aan de Administratie voorgelegd.

§ 8. Het beheersorgaan zorgt voor op producenten, consumenten en professionele gebruikers gerichte communicatiecampagnes om matrassen in zeer goede staat naar hergebruikskanalen te leiden.

Afdeling 4. — Hergebruik

Art. 8. § 1. Het beheersorgaan sluit met elke erkende sociale-economieonderneming een overeenkomst op basis van een standaardovereenkomst waarover met RESSOURCES is onderhandeld. De standaardovereenkomst en de wijzigingen daarvan moeten in overeenstemming zijn met de bepalingen van het decreet en ter goedkeuring aan de Administratie worden voorgelegd.

§ 2. De beheersorganisatie stelt haar beheersplan voor afgedankte matrassen op met het oog op het bereiken van ten minste de in het besluit vastgestelde streefcijfers voor hergebruik.

§ 3. De beheersorganisatie en RESSOURCES stellen gezamenlijk normen op waarin de herbruikbaarheid van een afgedankte matras wordt omschreven. Deze normen worden voor advies aan de Administratie voorgelegd.

§ 4. De rapportageregelingen tussen het beheersorgaan en de erkende sociale-economieondernemingen moeten gericht zijn op maximale vereenvoudiging en het vermijden van mogelijke dubbele rapportage. Overeenkomstig artikel 108/10, § 2, 4°, van het besluit, komen de kosten van de rapportage ten laste van het beheersorgaan.

§ 5. De in artikel 108/10, lid 2, punt 1, van het besluit bedoelde financiële compensatie wordt vastgesteld op 550 euro per ton. Dit bedrag wordt jaarlijks herzien in het licht van de marktomstandigheden.

§ 5. De in artikel 108/10, § 2, punt 5, van het besluit bedoelde kosten worden vastgesteld op 550 euro per ton. Dit bedrag wordt jaarlijks herzien in het licht van de marktomstandigheden.

§ 7. De inzameling en verwerking van afgedankte matrassen die door ondernemingen van de sociale economie volgens het 1:1-beginsel worden teruggenomen, wordt gefinancierd tegen een tarief van 550 euro per ton. Dit bedrag wordt jaarlijks herzien op basis van de marktvoorwaarden.

§ 8. De uitvoeringsmodaliteiten van artikel 108/10, § 2, 2° en 3° van het decreet worden in onderling overleg tussen RESSOURCES en het beheersorgaan vastgesteld.

HOOFDSTUK 3. — Selectieve inzameling en verwerking van afgedankte matrassen

Afdeling 1. — Selectieve inzameling

Art. 9. § 1. Deze overeenkomst wordt uitgevoerd met het oog op de inzameling van alle inzamelbare afgedankte matrassen die deel uitmaken van de matrassen die in het Waalse Gewest op de markt zijn gebracht door de leden en aangesloten.

Het strategisch preventie- en beheersplan en de jaarlijkse uitvoeringsplannen hebben ten minste tot doel het selectieve inzamelingspercentage van het besluit voor leden en aanhangers te bereiken.

§ 2. Teneinde de in § 1 genoemde inzamelingsdoelstelling te bereiken, zullen de partijen bij deze overeenkomst de nodige acties en middelen ten uitvoer leggen met inachtneming van de bepalingen van het besluit. De inzamelingsmethoden moeten de mogelijkheden voor hergebruik en recycling van gebruikte matrassen optimaliseren.

Onderafdeling 1. — Specifieke bepalingen voor afgedankte huishoudelijke matrassen

Art. 10. § 1. De inzameling van afgedankte matrassen bij particuliere huishoudens in het kader van de normale bedrijfsuitoefening geschieft hetzij bij het recyparc door vrijwillige afgifte door huishoudens, hetzij door inzameling aan huis. Het kan ook door de conserverende inzameling worden verstrekt voor hergebruik.

§ 2. De inzameling, de groepering en het eventuele vervoer en de verwerking van afgedankte matrassen voor huishoudelijk gebruik, ingezameld in recyclingcentra of andere gesloten, gecontroleerde en beheerde inzamelplaatsen door publiekrechtelijke rechtspersonen of huis-aan-huis, worden door hen georganiseerd, hetzij voor eigen rekening, hetzij door uitbesteding aan een marktdeelnemer die overeenkomstig artikel 13 een samenwerkingsovereenkomst met het beheersorgaan heeft gesloten.

Publiekrechtelijke rechtspersonen stellen in overleg met het beheersorgaan een ontwerpbestek op.

§ 3. Het beheersorgaan stelt in samenwerking met het COPIDEC een modelcontract op dat ten minste de in het besluit opgesomde bepalingen bevat, en met name:

- praktische inzamelingsmethoden die gezondheidsrisico's vermijden en de gezondheid en veiligheid van de werknemers waarborgen, teneinde hergebruik en recycling te optimaliseren;

- de wijze van betaling aan publiekrechtelijke rechtspersonen, zodat ten minste eenmaal per jaar en uiterlijk op 30 september van elk kalenderjaar volgend op het jaar van inning, de verschuldigde bedragen worden betaald, mits het beheersorgaan over alle nodige gegevens beschikt.

Het beheersorgaan legt dit modelcontract voor advies voor aan de Administratie.

§ 4. Afgedankte matrassen van particulieren worden kosteloos teruggenomen in het netwerk van selectieve ophaling tot stand gebracht door de publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de ophaling van huisvuil. Daartoe vergoedt het beheersorgaan de volledige werkelijke kosten van het gebruik van de recyparken. Het beheersorgaan vergoedt ook de reële en volledige kosten van de inzameling, het vervoer, de demontage en de behandeling van selectief ingezamelde afgedankte matrassen.

§ 5 Indien de matrassen in regie worden beheerd, vergoedt het beheersorgaan de reële en volledige kosten via een onderhandelingsprocedure. Hij documenteert de prijzen die hij bij de onderhandelingen aanvoert en mag de door de publiekrechtelijke rechtspersoon gerechtvaardigde kostenposten, zoals de uit de sociale onderhandelingen voortvloeiende loonschalen, de sociaalrechtelijke lasten of de uit de milieuvergunning voortvloeiende lasten, niet afwijzen.

§ 6. In het kader van de terugnameplicht verbinden de leden of de beheersorganisatie zich ertoe de gezinnen te sensibiliseren om afgedankte droge matrassen naar de recyclingcentra terug te brengen zonder ze met andere materialen te vermengen, te verbranden of te versnijden.

Onderafdeling 2. — Specifieke bepalingen voor de inzameling van afgedankte matrassen door de kleinhandel

Art. 11. § 1. Naast de door publiekrechtelijke rechtspersonen georganiseerde dienst voor de inzameling van afval, kan de kleinhandelaar ermee instemmen gebruikte matrassen vrijwillig en op eigen kosten terug te nemen indien deze door gezinnen worden ingeleverd bij de aankoop van nieuwe matrassen overeenkomstig het besluit.

§ 2. Het beheersorgaan moedigt de vrijwillige inzameling van afgedankte matrassen door de detailhandel aan. Daartoe betaalt het beheersorgaan onder meer een forfaitair bedrag aan de detailhandelaren. In ruil daarvoor moet de detailhandelaar een bewijs van inzameling van afgedankte matrassen overleggen, aangegeven door een inzamelaar waarmee het beheersorgaan een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten.

§ 3. Bij de aanvang van deze overeenkomst is het forfaitaire bedrag vastgesteld op minimaal 550 euro per ton. Het bedrag wordt jaarlijks door de beheersorganisatie vastgesteld op basis van de hoeveelheid en het soort afgedankte matrassen, de marktvoorraarden en de inzamelingsmethode. Bij de vaststelling van het forfaitaire bedrag moet rekening worden gehouden met de voorwaarde dat het beheersorgaan een minimale kostendekking van 80% moet garanderen.

Onderafdeling 3. — Specifieke bepalingen voor afgedankte matrassen uit beroepsactiviteiten

Art. 12. § 1. De inzameling van afgedankte matrassen bij bedrijven en instellingen geschiedt in overeenstemming met de vigerende wetgeving. Met het oog op een kwalitatief hoogwaardige verwerking beoordeelt het beheersorgaan de noodzaak van een gescheiden inzameling van gebruikte matrassen voor huishoudelijk gebruik en gebruikte matrassen voor bedrijfs- en institutionele doeleinden, geheel of gedeeltelijk.

§ 2. Het beheersplan moet een overzicht bevatten van de maatregelen die het beheersorgaan ten aanzien van bedrijven en instellingen heeft genomen om de gescheiden inzameling van afgedankte matrassen te bevorderen en de doelstellingen van dit verdrag te verwezenlijken.

§ 3. Het beheersorgaan betaalt een forfaitair bedrag aan bedrijven en instellingen die zich ontdoen van afgedankte matrassen. Daartoe moet het bedrijf of de instelling een attest overleggen dat is aangegeven door een inzamelaar waarmee het beheersorgaan een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten.

§ 4. Bij de aanvang van deze overeenkomst is het forfaitaire bedrag vastgesteld op minimaal 550 euro per ton. Het bedrag wordt jaarlijks door de beheersorganisatie vastgesteld op basis van de hoeveelheid en het soort afgedankte matrassen, de marktvoorraarden en de inzamelingsmethode. Bij de vaststelling van het forfaitaire bedrag moet rekening worden gehouden met de voorwaarde dat het beheersorgaan een minimale kostendekking van 80% moet garanderen.

Onderafdeling 4. — Samenwerkingsovereenkomst met inzamelaars

Art. 13. § 1. Het beheersorgaan bepaalt de voorwaarden die met de ophalers moeten worden nageleefd en legt deze vast in een samenwerkingsovereenkomst overeenkomstig artikel 108/19 van het decreet. De samenwerkingsvoorraarden moeten in overeenstemming zijn met het besluit.

§ 2. Het beheersorgaan kan een forfaitaire som betalen aan de ophalers met wie het een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten. Daartoe verstrekken de inzamelaars het beheersorgaan informatie over de inzameling en de verwerking overeenkomstig de voorschriften van deze overeenkomst.

Het forfaitaire bedrag wordt door het beheersorgaan vastgesteld naar gelang van de hoeveelheid afgedankte matrassen en de wijze van inzameling en verwerking.

Afdeling 2. — Verwerking

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 14. § 1. De opgehaalde afgedankte matrassen worden verwerkt met inachtneming van de wetgevingen die op gewestelijk, federaal en Europees niveau van kracht zijn.

§ 2. De opgehaalde afgedankte matrassen worden verwerkt volgens de beste beschikbare technieken. De ingezamelde afgedankte matrassen die niet worden gerecycleerd, worden gerecupereerd voor energiedoelen. Volgens het decreet is de verwijdering van afgedankte matrassen verboden.

§ 3. Tegen 2025 zullen de ingezamelde afgedankte matrassen in de Europese Unie worden verwerkt, bij voorkeur in België.

§ 4. Het beheersorgaan verbindt zich ertoe de verwerkingsdoelstellingen van de ordonnantie (punt 4) voor haar leden en abonnees na te leven.

Onderafdeling 2. — Samenwerkingsovereenkomst met ontmantelaars

Art. 15. § 1. Overeenkomstig artikel 108/20, § 1, van het besluit stelt het beheersorgaan de voorwaarden voor samenwerking vast waaraan ontmantelaars moeten voldoen om te worden erkend.

§ 2. De voorwaarden van de samenwerking worden geregeld in een samenwerkingsovereenkomst. Het beheersorgaan legt deze overeenkomst vooraf ter goedkeuring voor aan de Administratie.

§ 1. De beheersinstantie kan een forfaitair bedrag betalen aan ontmantelaars met wie zij een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten. Daartoe verstrekken de ontmantelaars het beheersorgaan informatie over de ontmanteling en verwerking die overeenkomstig de voorschriften van deze overeenkomst zijn uitgevoerd.

Onderafdeling 3. — Aanpassing van de resultaten van inzameling en verwerking

Art. 16. § 1. Het beheersorgaan evalueert jaarlijks samen met de Administratie, de doelstellingen betreffende de ophaling en de verwerking van afgedankte matrassen en past in voorkomend geval zijn strategie aan met inachtneming van onder andere :

- de ten gevolge van de toepassing van deze overeenkomst geboekte resultaten;
- de technologische ontwikkelingen;
- de nieuwe wettelijke bepalingen.

§ 2. Als de doelstellingen niet worden bereikt, dient het beheersorgaan, binnen de twee maanden, een strategisch plan voor de resterende geldigheidsperiode van de overeenkomst waarin de geplande acties worden beschreven om de resultaten inzake ophaling, recyclage en nuttige toepassing te bereiken aan de Administratie voor te leggen ter goedkeuring. Het beheersorgaan verbindt er zich toe een specifieke begroting te bestemmen voor het voeren van bijsturende acties. Het strategische plan wordt geëvalueerd na één jaar.

HOOFDSTUK 4. — Financiering van de terugname van afgedankte matrassen

Afdeling 1. — Bijdragen

Art. 17. § 1. Het beheersorgaan wordt gefinancierd uit de bijdragen van de leden en de aangeslotenen. De jaarlijkse bijdrage van elk lid wordt berekend door de bijdrage per matras te vermenigvuldigen met de hoeveelheden matrassen die door elk lid in België op de markt worden gebracht. De bijdragen worden door het beheersorgaan op niet-discriminerende wijze geïnd bij de leden en de aangeslotenen.

§ 1. De bijdrage per eenheid kan worden gedifferentieerd naar gelang van het type matras. De hoogte van de unitaire bijdrage wordt door het beheersorgaan zodanig vastgesteld dat aan de verplichtingen van deze overeenkomst kan worden voldaan. De bijdrage kan jaarlijks worden aangepast op basis van, onder meer, de ontwikkeling van de reële kosten van inzameling en verwerking.

§ 3. De berekening van de eenheidsbijdrage en de motivatie ervan, overeenkomstig artikel 6, paragrafen 2 en 3, van het besluit, moeten minstens drie maanden op voorhand ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Administratie, die zich binnen een termijn van 40 dagen uitsprekt.

§ 4. Overeenkomstig artikel 6 voert het beheersorgaan met ingang van 2025 de ecomodulatie van de bijdragen uit.

§ 5. Het bedrag van de bijdragen wordt altijd vermeld op de factuur tussen professionelen bij de verkoop van matrassen. In het geval van verkoop aan consumenten moet dit worden vermeld op de factuur, op het ontvangstbewijs of in de winkel.

Afdeling 2. — Financieel plan

Art. 18. § 1. Het beheersorgaan stelt binnen drie maanden na de ondertekening van de milieubeleidsovereenkomst een financieel plan op. Het financieringsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Administratie.

§ 2. Het financieel plan bevat de volgende informatie:

- de begroting;
- de berekening van de bijdragen;
- het beheer van reserves en voorzieningen;
- de financiering van de eventuele verliezen;
- de financiering van de terugname van afgedankte matrassen wanneer de producent niet meer actief of identificeerbaar is. De verantwoordelijkheid van het beheersorgaan is beperkt tot de producten die haar hebben gefinancierd. Indien dit niet kan worden vastgesteld, neemt het beheersorgaan de verantwoordelijkheid voor de terugneming naar evenredigheid van haar marktaandeel op zich;
- de mogelijke investeringsstrategie;
- de modaliteiten van de op 80% vastgestelde minimumkostendekking.

§ 3. Het beheersorgaan stelt jaarlijks vóór 1 oktober een bijgewerkte versie van haar financieel plan op en legt deze ter goedkeuring voor aan de Administratie.

Afdeling 3. — Algemene bepalingen

Art. 19. § 1. Het beheersorgaan houdt een analytische boekhouding bij. De boekhouding van het orgaan zorgt ervoor dat de ontvangsten en uitgaven betreffende de huishoudelijke matrassen, enerzijds, en de matrassen uit beroepsactiviteiten, anderzijds, alsmede haar eigen werkingskosten klaar en duidelijk worden geïdentificeerd.

Het beheersorgaan legt die boekhouding en alle bewijsstukken ter inzage van de Administratie zodra zij daarom verzoekt.

§ 2. Het beheersorgaan legt jaarlijks zijn balansen en resultatenrekeningen voor het afgelopen jaar over en laat ze op eigen kosten door een bedrijfsrevisor controleren. Het verslag van de bedrijfsrevisor wordt aan de Administratie overgemaakt, samen met eventuele bewijsstukken.

Dat jaarverslag geeft duidelijk aan hoe het gemeenschappelijke terugnamesysteem gefinancierd wordt.

§ 3. De reserves en voorzieningen van het beheersorgaan mogen niet meer bedragen dan wat nodig is om 18 maanden lang de werkingskosten te dekken berekend op basis van het gemiddelde van de 3 voorgaande jaren. Bij overschrijding van deze regel, zal het beheersorgaan een plan ter afbouwing van de reserves en voorzieningen ter goedkeuring voorleggen aan de Administratie.

§ 4. Overeenkomstig de reglementering betreffende de terugnameplichten stelt het beheersorgaan een financiële zekerheid.

Het bedrag van de zekerheid wordt door de Administratie bepaald en stemt overeen met de kosten voor de tenlasteneming van afgedankte huishoudelijke matrassen gedurende een periode van zes maanden.

De zekerheid wordt gesteld, geëist en terugbetaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 23 van het besluit.

HOOFDSTUK 5. — *Het beheersorgaan**Afdeling 1. — Opdrachten van het beheersorgaan*

Art. 20. § 1. De organisaties hebben het beheersorgaan VALUMAT opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 23 maart 2019 (Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen) die in de plaats komt van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Het beheersorgaan moet:

1° de tenlasteneming voor rekening van zijn contractanten van de terugnameplicht die hen opgelegd wordt als enig statutair doel hebben;

2° onder zijn bestuurders of onder de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden alleen personen tellen die hun burger- en politieke rechten genieten;

3° onder zijn bestuurders of onder de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden geen enkele persoon tellen die bij een in kracht van gewijzigde gegane beslissing is veroordeeld voor een overtreding van de in het Waalse Gewest geldende milieuwetgeving of van elke gelijkwaardige wetgeving van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap;

4° over voldoende financiële garanties en menselijke en technische middelen beschikken om de terugnameplicht te waarborgen;

5° een boekhouding overleggen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen;

6° rechtstreeks noch onrechtstreeks, met name via een dochtermaatschappij, een operationele activiteit uitoefenen i.v.m. het beheer van afval dat onder de terugnameplicht valt.

Het beheersorgaan mag geen commerciële sponsor zijn. Onder "commerciële sponsoring" wordt verstaan sponsoring waarvan het hoofddoel is de reputatie van de erkende organisatie te vergroten. Sponsoring waarvan het hoofddoel is te voldoen aan het statutaire doel van het erkende orgaan wordt niet beschouwd als "commerciële sponsoring".

§ 2. Om haar doelstellingen te halen heeft het beheersorgaan als prioritaire opdrachten het grootst mogelijk aantal natuurlijke of rechtspersonen die matrassen produceren of invoeren aan te sporen zich bij het beheersorgaan aan te sluiten.

Het beheersorgaan komt de bij dit besluit of deze overeenkomst opgelegde verplichtingen na voor alle individuele terugnameplichtigen die een contract met hem gesloten hebben.

§ 3. Het beheersorgaan sluit ter dekking van de schade die door zijn activiteit veroorzaakt zou kunnen worden, alsook de eventuele inkomensverliezen door overmachtsoomstandigheden, o.a. het verlies van ingezamelde of gesorteerde afval;

§ 4. Het beheersorgaan legt de Administratie uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van de overeenkomst een strategisch preventie- en beheersplan voor waarin voor de duur van de overeenkomst de geplande acties worden bepaald om de resultaten inzake preventie, ophaling, recycling en valorisatie te boeken. Dit strategisch plan omvat ten minste de in artikel 12, § 2, punt 5, onder a) tot en met h), van het besluit genoemde punten.

§ 5. Het beheersorgaan stelt jaarlijks een beheersplan op ter uitvoering van het strategische plan bedoeld in § 4. Dat plan wordt ter goedkeuring aan de Administratie voorgelegd uiterlijk 1 oktober van elk jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar waarin het wordt toegepast. Het omvat het preventieplan, het communicatieplan en het financiële plan.

Het plan wordt binnen twee maanden door de Administratie goedgekeurd, aangevuld met gevraagde bijkomende informatie of verworpen. Bij gebrek aan antwoord na afloop van die termijn wordt het plan geacht goedgekeurd te zijn. Als de Administratie het plan verwijpt, geeft zij het beheersorgaan kennis daarvan bij aangetekend schrijven waarin de redenen van de weigering worden opgegeven. Het beheersorgaan moet dan binnen drie maanden een bijgestuurde plan indienen dat rekening houdt met de opmerkingen van de Administratie.

§ 6. Het beheersorgaan staat in voor de uitvoering van de verplichtingen die hem ten laste vallen ter uitvoering van deze overeenkomst:

1°. Het opstellen en uitvoeren van het preventie- en beheersplan en van het jaarlijks uitvoeringsplan;

2° de rapportering bedoeld in artikel 21 van de overeenkomst;

3° de modaliteiten tot informatieverstrekking aan alle actoren betrokken bij de uitvoering van deze overeenkomst;

4° de evaluatie van de terugname van afgedankte matrassen overeenkomstig de artikelen 9 tot 12 van deze overeenkomst en de evaluatie van de verwerking van de opgehaalde afgedankte matrassen;

5° de kwalitatieve en statistische opvolging van de ophaling, voorbehandeling en verwerking van de afgedankte matrassen;

6° de berekening van de resultatenindicatoren;

7° de financiering van de uitvoering van deze overeenkomst en het beheer van de desbetreffende financiële middelen overeenkomstig hoofdstuk IV van de overeenkomst.

8° de uitvoering van de acties bedoeld in de artikelen 4 en 6 van deze overeenkomst.

§ 7. Het beheersorgaan streeft naar een zo groot mogelijke eenvormigheid, zowel inzake de administratie als de logistiek. Alle partijen plegen overleg betreffende de werkingsmodaliteiten van het beheersorgaan.

§ 8. Het beheersorgaan handelt op doorzichtige wijze en behandelt de publiekrechtelijke rechtspersonen en de dienstverleners die met de terugnameplicht zijn belast, op niet-discriminerende wijze.

§ 9. In het kader van de circulaire economie ondersteunt het beheersorgaan lokale acties die de tewerkstelling in Wallonië bevorderen, zorgt het voor de bevordering van de ontwikkeling van ambitieuze en innoverende recyclagesectoren en werkt het daartoe onder meer samen met de concurrentiepolen in Wallonië.

§ 10. De Administratie wordt in de hoedanigheid van permanente waarnemer van het Gewest uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur of de beslissingsorganen van het beheersorgaan, alsmede op de algemene vergaderingen en op elke andere vergadering ter voorbereiding van de beslissingen die moeten worden genomen door de raad van bestuur, zonder evenwel te beschikken over stemrecht Een afschrift van alle notulen van de raad van bestuur worden aan de Administratie overgemaakt.

Zij ontvangt de oproepingen, de voorbereidingsdocumenten en de verslagen van de vergaderingen, alsook de leden van die organen.

De Administratie kan tijdens de raad van bestuur alle punten die hen voor advies of goedkeuring zijn voorgelegd, ter sprake brengen

Afdeling 2. — Informatie- en rapporteringsverplichtingen

Art. 21. § 1. Het beheersorgaan verstrekt de Administratie, met inachtneming van § 3, alle inlichtingen die deze nuttig acht voor de evaluatie van de overeenkomstig deze overeenkomst te bereiken doelstellingen en voor het bereiken van de algemene doelstellingen van controle op de uitvoering van het besluit.

Het beheersorgaan zorgt ervoor dat de gegevens over de ingezamelde en verwerkte afvalstoffen verifieerbaar en controleerbaar zijn. De verstrekte gegevens moeten de overheid ook in staat stellen haar verplichtingen op Europees niveau na te komen.

§ 2. Het beheersorgaan en het Gewest stellen zich garant voor de geheimhouding van de marktgegevens van de betrokken individuele ondernemingen zoals, o.a., de gegevens i.v.m. handel in nieuwe matrassen of ondernemingen voor de ophaling en de verwerking van afgedankte matrassen, met inachtneming van de bepalingen van het Milieuwetboek betreffende het recht op toegang tot milieu-informatie voor het publiek en met inachtneming van het mededdingsrecht.

§ 3. Het beheersorgaan maakt jaarlijks voor 20 april een verslag aan de Administratie over waarin volgende gegevens in verband met het voorgaande jaar opgenomen zijn:

1° 1° de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram en enheden, van de matrassen die in België door de leden en de aangeslotenen op de markt werden gebracht.

De in het Waalse Gewest op de markt gebrachte hoeveelheid wordt geschat op basis van de hoeveelheid die in België op de markt is gebracht, mits een verdeelsleutel van de nationale hoeveelheden per Gewest. Deze verdeelsleutel wordt vastgesteld in onderling overleg tussen het beheersorgaan en de Administratie;

2° de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogrammen, van gebruikte matrassen ingezameld in het Waals Gewest, per inzamelingskanaal, waarbij de matrassen van huishoudelijke en professionele oorsprong worden gescheiden;

3° de lijst van ophalers en ontmantelaars waarmee de beheersorganisatie een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten, bij voorkeur online;

4° de installaties waarin de opgehaalde afgedankte matrassen verwerkt worden, de omschrijving van hun verwerkingswijze en de verwerkte hoeveelheid per installatie;

De gegevens zijn uitgesplitst naargelang de matrassen zijn behandeld in het Waalse Gewest, in België, in de Europese Unie en buiten de Europese Unie tot 2025. In het laatste geval bevat het verslag de maatregelen die zijn genomen om ervoor te zorgen dat de afval verwerkt wordt met inachtneming van de doelstellingen van dit besluit en van de maatregelen genomen in uitvoering ervan en onder voorwaarden die voldoen aan de geldende milieuwetgeving en aan de basisovereenkomsten van de Internationale Arbeidsorganisatie, ook al zijn de overeenkomsten niet bekraftigd door de Staten waar de afval verwerkt wordt.

5° de totale hoeveelheid afgedankte matrassen, uitgedrukt in kilogrammen, die :

- a) is gesorteerd voor hergebruik via voorbereiding voor hergebruik;
- b) gerecycleerd is;
- c) werd gevaloriseerd;

6° de totale hoeveelheid materiaal, uitgedrukt in kilogrammen, afkomstig van de verwerking van afgedankte matrassen, die :

- a) werden hergebruikt;
- b) werden gerecycleerd;
- c) werden gevaloriseerd;
- d) werden verwijderd;

7° de vooruitzichten inzake de totale hoeveelheid matrassen, uitgedrukt in kilogram, die tijdens het lopende jaar op de markt worden gebracht in het Waals Gewest, bepaald volgens de verdeelsleutel bedoeld in 1°;

8° de nodige gegevens voor de beoordeling van de preventieacties en de berekening van de resultatenindicatoren alsook de evaluatie van het beheersplan;

9° het financieel plan en de bijdrage(n) gestort aan het beheersorgaan, alsook de berekeningsmodaliteiten, en de lijst van de leden van en aangeslotenen bij het beheersorgaan bij voorkeur online;

10° het beheersplan;

11° de ondernomen sensibilisering- of communicatieacties;

12° de informatie i.v.m. de economische voorwaarden van de markt voor de ophaling en de verwerking van de afgedankte matrassen. Deze informatie wordt voor elke bijdragecategorie uitvoerig omschreven.

Het beheersorgaan bezorgt de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de ophaling van huisvuil binnen dezelfde termijn een samenvatting van de informatie die in bovenbedoeld verslag is opgenomen en die betrekking heeft op afgedankte huishoudelijke matrassen.

§ 4. De commerciële gegevens bedoeld in deze overeenkomst worden ingezameld bij de leden en aangeslotenen door bemiddeling van een door het beheersorgaan aangewezen externe entiteit. De aldus ingewonnen gegevens worden door de externe entiteit opgenomen in een globaal verslag betreffende alle leden en aangeslotenen zodat het onmogelijk is daaruit marktgegevens zoals prijs, kosten, ...enz. (niet limitatief), marktaandelen van individuele ondernemingen af te leiden. Het beheersorgaan zorgt ervoor dat de externe entiteit die aangeduid wordt om bovenbedoelde inlichtingen in te winnen, de gepaste garanties biedt wat betreft de vertrouwelijke behandeling van de overgemaakte gegevens. Daartoe wordt een vertrouwelijkheidsovereenkomst getekend.

§ 5. Het beheersorgaan laat minstens één keer per jaar door een in overleg met de Administratie aangewezen onafhankelijke instelling nagaan of het in artikel 13, § 1, bedoelde samenwerkingscontract in acht genomen wordt door de operatoren die meewerken aan het beheer van de afgedankte matrassen. Jaarlijks wordt een verslag toegezonden aan de Administratie.

§ 7. Het beheersorgaan publiceert zijn jaarverslag op zijn website.

§ 8. Het verslag moet de volgende regels naleven:

1° 1° de statistieken die in het kader van de terugnameplicht aan de Administratie worden verstrekt, worden op kosten van het beheersorgaan gecertificeerd door een onafhankelijk controleorgaan;

2° de statistieken die aan het beheersorgaan worden bezorgd door de ophalers en ontmantelingscentra die een samenwerkingsovereenkomst hebben met het beheersorgaan in het kader van de terugnameplicht moeten minstens om de drie jaar worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorgaan aangesteld door het beheersorgaan;

3° de door de producenten in het kader van de terugnameplicht verstrekte statistieken worden opgevolgd door het beheersorgaan, dat minstens om de drie jaar alle leden en aangeslotenen controleert die minstens 90% van de op de markt gebrachte hoeveelheden vertegenwoordigen, en jaarlijks aan de Administratie verslag uitbrengt over deze actie en de resultaten ervan;

4° de financiële gegevens worden gecontroleerd door een bedrijfsrevisor, evenals de verplichtingen die voortvloeien uit de milieubeleidsovereenkomst, met name inzake reserves en voorzieningen. De controleur zendt jaarlijks een schriftelijk verslag toe aan de administratie en het beheersorgaan;

5° de verwerkingsinstallaties zijn onderworpen aan een jaarlijks verslag over hun proces, hun recyclage-efficiëntie en de geproduceerde residuen.

Afdeling 3. — Toetreding tot het beheersorgaan

Art. 22. § 1. Het beheersorgaan kan de deelname niet weigeren van een terugnameplichtige voor dewelke de terugnameplicht van afgedankte matrassen van toepassing is, behalve indien er ernstige redenen zijn, die aan de Administratie gemotiveerd moeten worden.

Tussen de individuele terugnameplichtigen en het beheersorgaan wordt een toetredingsovereenkomst gesloten.

In de toetredingsovereenkomst wordt gegarandeerd dat er discriminatie noch concurrentievervalsing tussen terugnameplichtigen bestaat, en worden de ontbindingsprocedures en uitsluitingsmechanismen nader bepaald. Ze bevat de nodige bepalingen die de financiering waarborgen van de uitvoering van de terugnameplicht voor de matrassen die op de markt gebracht werden tijdens de duur van de toetredingsovereenkomst, ook wanneer de terugnameplichtige niet meer gebonden is door een milieubeleidsovereenkomst.

De toetredingsovereenkomst bepaalt dat de individuele terugnameplichtigen de uitvoering van hun respectieve terughengerschap aan het beheersorgaan overdragen.

De modeltoetredingsovereenkomst, alsmede alle wijzigingen daarvan, worden vooraf ter goedkeuring aan de Administratie voorgelegd.

§ 2. Het beheersorgaan past op zijn minstens voor de vijf kalenderjaren die aan het toetredingsjaar voorafgaan een retroactieve toetreding toe, met uitzondering van de jaren :

- waarin geen matras op de markt is gebracht;
- waarvoor de individuele terugnameplichtige bevestigt dat hij aan zijn terugnameplicht heeft voldaan;
- waarin de individuele terugnameplichtige het voorwerp is geweest van een strafmaatregel op basis van artikel 52 van het decreet.

In geval van retroactieve toetreding kan het beheersorgaan voor de aan het toetredingsjaar voorafgaande kalenderjaren verwijlsinteressen opleggen die gelijk zijn aan de som die verschuldigd zou zijn indien een tegen de wettelijke rentevoet berekende rente op de retroactieve bijdragen toegepast zou worden.

§ 3. Het beheersorgaan betaalt aan elk lid dat of aangeslotene die hem daarom uitdrukkelijk verzoekt een som terug voor de door hem geproduceerde of ingevoerde hoeveelheid nieuwe matrassen die hij aan een groothandelaar/verdeler heeft geleverd en die het op zijn beurt weer uitgevoerd heeft. De terug te betalen som stamt overeen met de bijdrage betaald door de aangeslotene aan het beheersorgaan bij het op de markt brengen van de betrokken hoeveelheid matrassen. Daartoe geeft het lid of de aangeslotene het beheersorgaan kennis van de weer uitgevoerde hoeveelheden matrassen aan de hand van een verklaring op erewoord overgemaakt door de groothandelaar/verdeler aan de aangeslotene of via een door de aangeslotene gemachtigde derde, op het model opgemaakt door het beheersorgaan.

Het beheersorgaan regelt jaarlijks de terugbetaling van de bijdragen mits een regularisatie van de jaarlijkse definitieve verklaring van het lid of de aangeslotene.

HOOFDSTUK 6. — Verbintenissen van het Gewest

Art. 23. § 1. Het Gewest zal bij de andere gewestelijke overheden pleiten voor een zoveel mogelijke eenvormige regelgeving inzake terugnameplicht voor huishoudelijke afgedankte matrassen en matrassen uit beroepsactiviteiten in de drie Gewesten.

§ 2. Het Gewest verbindt er zich toe te zorgen voor de strikte toepassing door alle actoren van de terugnameplicht en voor de verbalisering van de overtredingen. Het Gewest verbindt er zich toe bij alle actoren de nodige controles te laten uitvoeren. Deze verbintenis geldt ook voor in het buitenland gevestigde producenten die via e-commerce en onlinemarktplaatsen matrassen op de Belgische markt brengen.

§ 3. Het Gewest verbindt zich ertoe bij de goedkeuring van de individuele beheersplannen ingediend door andere bedrijven dan die welke aan deze overeenkomst verbonden zijn, principes toe te passen die overeenstemmen met die van deze milieuovereenkomst.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Afdeling 1. — Begeleidingscomité “afgedankte huishoudelijke matrassen”

Art. 24. § 1. Er wordt een begeleidingscomité “afgedankte huishoudelijke matrassen” opgericht, bestaande uit drie vertegenwoordigers van het beheersorgaan, twee vertegenwoordigers van de Administratie, twee afgevaardigden van de publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van huishoudelijk afval, één vertegenwoordiger van de erkende centra voor hergebruik, één vertegenwoordiger van DENUO en één vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu.

Dat comité volgt de uitvoering van de bepalingen van deze overeenkomst wat betreft de afgedankte huishoudelijke matrassen. Het onderzoekt de eventuele problemen die zich in het kader van de overeenkomst voordoen en legt de raad van bestuur van het beheersorgaan desgevallend voorstellen voor die hij noodzakelijk acht.

§ 2. Dat begeleidingscomité vergadert minstens één keer per jaar, op initiatief van het beheersorgaan of op verzoek van één van de partijen.

Afdeling 2. — Geschillencommissie

Art. 25. § 1. In geval van geschil bij de uitvoering van deze overeenkomst wordt een geschillencommissie samengesteld overeenkomstig artikel 19, § 1, 8°, van het besluit van 23 september 2010. Die commissie wordt samengesteld naargelang van de omvang van het geschil en bestaat steeds uit minstens twee vertegenwoordigers van de Administratie, drie vertegenwoordigers van het beheersorgaan en één vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu.

§ 2. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Administratie. De besluiten van de Commissie worden bij consensus genomen. Wanneer geen consensus kan worden bereikt, brengt de Commissie verslag uit aan de minister van Leefmilieu.

§ 3. In afwachting van de beslissing van de geschillencommissie zet het beheersorgaan zijn activiteiten als goede huisvader voort, met inachtneming van de bepalingen van deze overeenkomst.

Afdeling 3. — Werkgroep van forumoperatoren

Art. 26. Het beheersorgaan organiseert een forum met alle betrokkenen om de terugnameregeling voor afgedankte matrassen te optimaliseren op het gebied van gebruik, inzameling, sortering en verwerking.

Afdeling 4. — Duur en einde van de overeenkomst

Art. 27. § 1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van twee jaar en treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, overeenkomstig artikel D85 van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. De overeenkomst wordt uiterlijk twee jaar na haar inwerkingtreding door de partijen geëvalueerd, overeenkomstig artikel 88, § 1, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. Alle wijzigingen die aan het reglementair kader werden aangebracht sinds de aanvang van deze overeenkomst worden geacht verworven te zijn door het algemeen belang en zijn van rechtswege van toepassing op de partijen.

Afdeling 5. — Wijzigingen

Art. 28. § 1. De bepalingen van deze milieuovereenkomst worden in onderlinge overeenstemming aangepast aan een eventuele Europese of Federale regelgeving terzake of aan elke andere verplichting voortvloeiend uit het internationale recht.

§ 2. Deze overeenkomst kan gewijzigd worden met de instemming van alle partijen en met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek.

Afdeling 6. — Opzegging

Art. 29. § 1. Deze overeenkomst kan eenzijdig of gezamenlijk opgezegd worden met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek I van het Milieuwetboek, van het decreet en het besluit, mits inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden. Als de opzegging niet door het Waalse Gewest wordt gevraagd, moet ze gezamenlijk door de andere partijen worden gevraagd.

§ 2. De opzegging wordt, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekend schrijven meegeleid aan alle ondertekenaars van de overeenkomst. De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de mededeling.

Afdeling 7. — Bevoegdheidsclausule

Art. 30. Elk geschil dat uit deze milieuovereenkomst voortvloeit of dat er betrekking op heeft en waarvoor de in artikel 24 van deze overeenkomst bedoelde geschillencommissie geen oplossing vindt, valt onder de bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Namen.

Afdeling 8. — Strafclausule

Art. 31. § 1. Als het Gewest overtredingen van bovenstaande bepalingen vaststelt, wordt het beheersorgaan daarvan bij aangetekend schrijven in kennis gesteld. Het beheersorgaan maakt binnen twee maanden, te rekenen van de datum van kennisgeving van de vastgestelde overtreding, een bijsturingsplan over aan de Administratie.

§ 2. Als de Administratie het plan verwerpt, geeft zij het beheersorgaan kennis daarvan bij aangetekend schrijven waarin de redenen van de weigering worden opgegeven. Het beheersorgaan moet dan binnen een maand een bijgestuurd plan indienen, waarbij rekening wordt gehouden met de opmerkingen van de Administratie op straffe van een aan de Administratie te betalen boete van euro 15.000 € (vijftienduizend euro).

§ 3. Tegen de beslissing van de Administratie kan een beroep worden ingediend bij de Minister van Leefmilieu. De Minister van Leefmilieu spreekt zich uit binnen een termijn van 40 dagen.

Afdeling 9. — Slotbepalingen

Art. 32. De milieuvovereenkomst is op 5 juli 2022 te Namen gesloten en ondertekend door de vertegenwoordigers van elke partij.

Elke partij bericht ontvangst van één exemplaar van de overeenkomst.

Voor het Waalse Gewest:

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu,
C. TELLIER

Voor de organisaties:

Namens Fedustria VZW,

F. De Jaeger,

Adjunct directeur-generaal

Namens Comeos VZW,

D. Michel,

Gedelegeerd bestuurder

Namens Navem VZW,

R. De Belie,

Voorzitter

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL
OPENBAAR AMBT**

[2022/205270]

Vergelijkende selectie van Franstalige Juristen (m/v/x) (niveau A1) voor de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB). — Brussel Plaatselijke Besturen. — Selectienummer: Req144

Soliciteren kan tot en met 27/09/2022 via www.talent.brussels

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorraarden, selectieprocedure,...) is beschikbaar bij talent.brussels via www.talent.brussels

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Een lijst van maximaal 15 laureaten, geldig voor 6 maand, zal na de selectie worden opgesteld.

**SERVICE PUBLIC REGIONAL BRUXELLES
FONCTION PUBLIQUE**

[2022/205270]

Sélection comparative de Juristes (m/f/x) (niveau A1), francophones, pour Service public régional de Bruxelles (SPRB). — Bruxelles Pouvoirs Locaux. — Numéro de sélection : Req144

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 27/09/2022 inclus via www.talent.brussels

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du talent.brussels via www.talent.brussels

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de 15 lauréats maximum, valable 6 mois, sera établie après la sélection.

**GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL
OPENBAAR AMBT**

[2022/205271]

Vergelijkende selectie van Franstalige Administratieve assistenten in mobiliteitstechnologie (m/v/x) (niveau B) voor de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel. — Selectienummer: REQ188

Soliciteren kan tot en met 27/09/2022 via www.talent.brussels

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorraarden, selectieprocedure,...) is beschikbaar bij talent.brussels via www.talent.brussels

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Een lijst van maximaal 16 laureaten, geldig voor 6 maand, zal na de selectie worden opgesteld.

**SERVICE PUBLIC REGIONAL BRUXELLES
FONCTION PUBLIQUE**

[2022/205271]

Sélection comparative d'Assistants administratifs en technique de la mobilité (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le Service public régional de Bruxelles. — Numéro de sélection : REQ188

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 27/09/2022 inclus via www.talent.brussels

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du talent.brussels via www.talent.brussels

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de 16 lauréats maximum, valable 6 mois, sera établie après la sélection.